

Comptes-rendus
des Rencontres
Agricoles du Grand
Paris





Le Grand Paris, une Métropole agricole ?

Conférence du 10 octobre 2018, AgroParisTech (Paris 5^e)

Animation par **Maxime Zucca**, chargé de mission à l'Agence régionale de la biodiversité en Ile-de-France (ARB) – Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAU)

Accueil par **Gilles Trystram**, Directeur général d'AgroParisTech ; **Florence Berthout**, Maire du 5e et conseillère métropolitaine et **Patrick Ollier**, Président de la Métropole du Grand Paris

Avec :

Jean-Michel Roy, historien et ethnographe - Pour un atlas agricole du Grand Paris

Christine Aubry, chercheuse à l'INRA/AgroParisTech - Agriculture urbaine, quels enjeux pour le Grand Paris ?

Rémi Janin, éleveur et paysagiste - La ville agricole, une utopie nécessaire, par

Christophe Robin, Les Jeunes Agriculteurs d'Ile-de-France - Les agriculteurs et la ville



*Enlarge
your
Paris*





- **Mot d'accueil de Gilles Trystram**, directeur général d'AgroParisTech

« Il était important pour AgroParisTech d'accueillir le lancement de ces Rencontres agricoles du Grand Paris, pour trois raisons :

- Le partage d'une vision de l'agriculture en tant qu'un élément clef de la vie d'une Métropole, sur le plan alimentaire bien sûr mais aussi sur la valorisation d'objets et de services non alimentaires ; l'agriculture est pourvoyeuse de services écosystémiques utiles au monde urbain.
- La Métropole du Grand Paris est une des mégalo-poles mondiales, et ce qui se fait ici va peut-être inspirer d'autres cités du monde.
- La Métropole du Grand Paris est partenaire d'une chaire d'AgroParisTech intitulée « Agricultures urbaines et alimentation des villes ». Chez AgroParisTech nous souhaitons être à la croisée de la recherche, des porteurs de projets et des enjeux politiques et institutionnels, ainsi que des finalités de développement économique.

- **Mot d'accueil de Florence Berthout**, Maire et présidente de la Caisse des Ecoles du Ve arrondissement, et conseillère métropolitaine

« Le Ve arrondissement n'est bien sûr pas une terre agricole même si nous y développons toitures végétales et potagers pédagogiques, notamment sur les toits d'AgroParisTech et de la Sorbonne.

Au niveau de la caisse des Ecoles, nous sommes engagés sur le bio et les filières courtes et durables. Les enfants du Ve consomment 600.000 repas par an produits par des cuisines in situ, et qui sont à 80% d'origine biologique. Nous sommes arrivés à atteindre un coût matière inférieur à celui des autres cantines parisiennes qui, à l'exception notable du 11^e arrondissement, offrent une proportion de nourriture biologique moindre. Ce résultat a été obtenu grâce à une maîtrise de la distribution, avec une politique de juste rémunération des agriculteurs ; et une adaptation de nos commandes à la production de ces derniers. Par ailleurs, nous sommes la seule caisse des écoles parisiennes à acheter des bêtes sur pied et à gérer leur envoi à l'abattoir. Nous travaillons avec une douzaine d'exploitations et avons contribué à sauver ou créer une vingtaine d'emplois.

Nous avons souhaité conjuguer modèle économique viable et alimentation de qualité pour les enfants. »



*Enlarge
your
Paris*





- **Intervention de Patrick Ollier**, Président de la Métropole du Grand Paris

« La Métropole du Grand Paris (MGP) est une intercommunalité qui existe depuis seulement 30 mois, regroupant 131 villes et 7,2 millions d’habitants, sur 90.000 ha très densément peuplés. Nous avons mis en place une gouvernance politique partagée, avec des Vice-présidents de toute les couleurs politiques. Daniel Breuiller, écologiste, est Vice-président délégué à la mise en valeur du Patrimoine naturel et paysager, à la Politique de la nature et à l’Agriculture en ville. Je l’ai chargé du retour de l’agriculture et de la nature en ville, ces deux thématiques étant liées.

Que représente l’agriculture pour la zone dense urbaine, qui constitue la MGP ? Comment renaturer la ville ? Dans le concours « Inventons la Métropole du Grand Paris », nous avons exigé que tous les projets intègrent de la pleine terre, des terrasses et des toits productifs.

Aujourd’hui dans le Grand Paris se trouvent 102 exploitations sur 2000 hectares, soit 2% du territoire. Un chiffre à rapporter à une région francilienne qui comporte 49% de terres agricoles... Nos objectifs sont de protéger les sols agricoles et de lutter contre le réchauffement climatique et les effets de la pollution.

Nous avons prévu un certain nombre de dispositifs pour y contribuer :

- Mise en place de circuits courts à l’échelle de la Métropole.
- Protection du foncier et objectif de la sanctuarisation des surfaces agricoles existantes et de réaliser 3000 ha de renaturation (dont des exploitations agricoles) en plus, pour atteindre l’objectif de 6% de la surface de la MGP.
- Mise en place de conventions avec les territoires agricoles périphériques à la MGP.
- Mise en place progressive d’une zone à faible émission (ZFE) à partir de juillet 2019.
- Création d’un Fonds d’Investissement Métropolitain, avec 2 millions de subventions pour la création de vergers, de l’éco-pâturage, des jardins familiaux dans les quartiers défavorisés, la tour maraîchère de Romainville, des jardins permacoles, une ferme urbaine à Malakoff. De nombreux projets ont été réalisés à Vaucresson, Bagneux, Montreuil, Rueil-Malmaison, Montfermeil, Marolles-en-Brie, Stains...

Ces actions complèteront celles déjà engagées (« Stratégie nature » adoptée en octobre 2017 ; « Plan Climat Air Energie de la Métropole du Grand Paris » adopté en novembre 2018). Et nous souhaitons adopter un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) métropolitain d’ici 2020, qui valorise la protection de la pleine terre, et la renaturation d’un certain nombre d’espaces. Notre souhait est de relever le défi paradoxal de l’agriculture dans une zone urbaine aussi dense que l’est la Métropole. »



*Enlarge
your
Paris*





- **Intervention et animation de Maxime Zucca**, chargé de mission à l'Agence régionale de la biodiversité en Ile-de-France (ARB) – Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAU)

« Quel est le regard de l'Agence Régionale de la Biodiversité (ARB / IAU) sur l'agriculture urbaine ? Nous sommes particulièrement sensibles aux liens existants entre agriculture et biodiversité, et ville et nature. Autant de raisons pour lesquelles l'ARB a créé une mission Agriculture urbaine confiée au chercheur Antoine Laigneau.

A l'échelle régionale, l'agriculture occupe 50% des terres, pour 21% de territoire urbain. De telle sorte que près des trois-quarts de la surface régionale est anthropisée. L'agriculture francilienne s'est spécialisée et mécanisée dans les années 1950, avec pour conséquence une forte hausse de la productivité et une forte dépendance aux intrants d'origine chimique (engrais, pesticides, antibiotiques).

En 2018, l'agriculture francilienne est composée à 90% de grandes cultures, pour l'essentiel des céréales. Une seule espèce, le blé, occupe 20% du territoire de la Région. Le remembrement, la destruction des haies (5 mètres linéaires par hectare) et l'agrandissement des parcelles ont notamment pour conséquence un effondrement de la biodiversité.

Ainsi, depuis 15 ans, plus de 40% des oiseaux ont disparu dans les milieux agricoles à l'échelle de la région. Les tendances actuelles sont contradictoires, avec un doublement récent des surfaces agricoles en bio (3% du total), mais on constate une augmentation de 28% des pesticides depuis 2015.

La grande nouveauté réside dans l'évolution de la demande, qui oriente le marché vers l'agriculture biologique, les produits locaux et les circuits courts. Cette envie de relocaliser la production allant jusqu'à prôner ou favoriser le retour de l'agriculture en ville.

On peut signaler la forte concurrence de l'agriculture avec le monde sauvage, et souligner la nécessité d'un partage des espaces et de la production végétale, entre le monde anthropisé et le monde sauvage. La ville empiète sur le naturel, le sauvage. Il faut donc densifier la ville, tout en conservant des espaces de nature.

On peut s'interroger sur l'apport de la contribution de l'agriculture urbaine à la renaturation des villes. Parfois, l'agriculture urbaine prend la place de la nature sauvage (friches, toits...). Certaines formes d'agriculture urbaine pourront aider à préserver ou renforcer l'expérience de la nature en ville. »



*Enlarge
your Paris*





Pour un atlas agricole du Grand Paris

Par Jean Michel Roy, historien et ethnographe

« Chaque ville du Grand Paris a une histoire agricole particulière, cette observation sous-tend la réflexion que je vous propose.

« On peut dire que presque toutes les communes du département ont perdu tout caractère rural », constatait en 1939 Edmond Garnier, directeur des services agricoles - et fils de maraicher. La perte du caractère agricole n'est pas due au 21^e siècle mais au 20^e siècle.

A la fin du 18^e siècle, le territoire correspondant à l'actuel Grand Paris était divisé en forêts réservées à la chasse, terres labourées, prairies (bords de Seine et Marne) pour l'élevage et vignes (bord de Seine et coteaux). Dans l'intramuros parisien actuel, on trouvait également des champs et des vignes.

Le département de la Seine, « ancêtre » du Grand Paris, est créé en 1790, et totalisait 48.000 ha. L'évolution de la surface agricole dans ce département est marquante :

1790: 40.000 ha ; 1882 : 22.000 ha ; 1932 : 12.000 ha ; 1955 : 3.200 ha ; 2012 : 2.000 ha.

On distingue quatre systèmes paysans autour de Paris, répartis sur plusieurs "pays" producteurs :

- A l'ouest, les "légumes vigneron". La vigne est cultivée par des agriculteurs pratiquant la polyculture intensive (raisins, fleurs comestibles, légumes...) Au nord-ouest (Pierrefitte), on pratique de la culture des fruits et légumes vigneron.
- La plaine des vertus (Bobigny, Stains, Porte de la chapelle, Saint-Denis) : plus grande plaine légumière d'Europe sous l'Ancien Régime. Il s'agit d'un système de cultures légumières non arrosées à la charrue, fertilisées par les "boues de Paris". Le sol est en jachère avec des "cultures dérobées" de poireaux, navets et légumes, panais, légumes racines choux, betteraves, avec des cultures associées. Près de 1000 ha à la fin du 18^e siècle, le double au 19^e siècle. La Plaine des Vertus produit entre les 2/3 et les 3/4 des légumes consommés à Paris au 19^e siècle. 300 à 400 agriculteurs, et des milliers de charrettes livrant les Halles de Paris tous les jours.
- Le "système de Montreuil" avec les murs à pêches - il s'agit en réalité de murs à fruits. Au XVII^e, on construit sur 300 ha, plus de 300.000 km de murs pour produire vignes et fruits, grâce à un système d'accumulation thermique (le plâtre des murs rend la chaleur la nuit) et de protection de la production.



*Enlarge
your
Paris*





Les Rencontres
AGRICOLES
 du Grand Paris

- Autour de Fontenay et Vitry, c'est l'éden des roses et des fraises, des pépinières et des arbres, sur environ 1200 ha. Ces cultures sont les plus rentables depuis le 18^e siècle, avec Versailles et la "villégiaturisation" de la banlieue. Fontenay est le berceau de la culture des fraises en Ile-de-France.
- A Suresnes, Colombes et Nanterre, on produit des primeurs grâce au microclimat des boucles de la Seine. Petits pois, pommes de terre, etc. sont en primeurs.
- Paris : Production sur couche de fumier (sous cloche puis sous châssis) de légumes. On produit jusqu'à 25 m³ de légumes par m², soit 250 tonnes de légumes à l'hectare. Six à dix récoltes par an avec une intercalation des récoltes. C'est quasiment une culture hors sol. Ce système d'agriculture urbaine né dans Paris va progressivement, au 19^e siècle, se diffuser en banlieue (après 1859, beaucoup de maraichers quittent Paris en raison de la hausse du foncier parisien).
- Entre la Plaine des Vertus et Montreuil, un mélange de légumes et de fruits.

A l'échelle de la Métropole ou de l'ancien département de la Seine, quatre-vingt-dix variétés portent le nom de communes dont trente-trois à Paris, au-delà des seuls champignons de Paris : carotte de Palaiseau, chicorée de Picpus, laitue du Trocadéro, oignons de Paris... »





Agricultures urbaines, quels enjeux pour le Grand Paris ?

Par Christine Aubry, responsable de l'équipe de recherche Inra / AgroParisTech Agricultures urbaines, directrice de la Chaire « agricultures urbaines »

Deux projets sont emblématiques au sein de la Métropole :

- Transmission du maraîchage de Kersanté, par la Ville de St Denis.
- Création de la ferme de Veni Verdi dans la cour du collège Pierre Mendès-France (Paris 20^e)

Les principales caractéristiques de l'agriculture urbaine (AU) sont les suivantes :

- Produits et services majoritairement destinés au citoyen (circuits courts),
- Production en ville ou sa périphérie,
- Compétition avec la ville, pour l'accès aux ressources (foncier, main d'œuvre, eau), et parfois complémentarité,
- Une agriculture multi-fonctionnelle : production alimentaire mais aussi activités de loisirs, éducatives, événementielles. Dimensions environnementales et de soutien à la biodiversité.

Il existe plusieurs types d'agricultures urbaines :

- Fermes péri-urbaines en circuits courts : maraîchage en circuits courts, fournisseurs des Amap, marchés, cueillettes (liens de plus en plus forts avec les collectivités, souvent en AB ou permaculture). Une forme d'agriculture périurbaine qui se développe aujourd'hui sous une forme "miniaturisée", ce qui pose le problème à terme, de leur pérennité économique. On constate un soutien de plus en plus important des collectivités. On constate aussi une diversification des productions céréalières périurbaines, vers de la polyculture.
- Jardins associatifs (familiaux, partagés, d'insertion, pédagogiques...) : voir la note produite par l'IAU, l'ARB et AgroParisTech sur la "renaissance des jardins collectifs franciliens" (<https://bit.ly/2kK01wv>) : en 2018, cela représente 1000 sites, sur environ 1000 ha. A rapporter aux 3.000 ha de maraîchage professionnel en IDF (2010).
- Micro-fermes urbaines : souvent en milieu urbain dense mais aussi vers le péri-urbain, au sol ou sur les toits, avec des systèmes techniques variés (pleine terre, hydroponie, etc.). Très fort développement des micro-fermes urbaines dans le cadre des projets de renouvellement urbain.



*Enlarge
your
Paris*





- Serres urbaines : Une technique ancienne mais dont l'installation en ville est récente. On en installe au sol (serre de Romainville), sur les toits, voire dans des bâtiments. Ces serres urbaines sont en émergence, avec des techniques productives diverses (sur substrat, en hydroponie...). Une question : dans quelles conditions économiques et environnementales ces serres vont-elles produire (substrat organique urbain, chaleur urbaine, etc.) ?
- L'«indoor farming» : On distingue l' « indoor farming low tech » - produits de cave (endives, champignons sur marc de café, micro-pousses) qui se développent aujourd'hui notamment dans des parkings ; et « l'indoor farming high tech », avec un environnement contrôlé (lumière, chaleur, etc.). Il s'agit d'une technique sophistiquée, coûteuse, encore peu développée en France. Les produits de cave se développent énormément en France et en Belgique.
- Elevages urbains (poules, abeilles, moutons), l'agriculture interstitielle (dans la rue, les espaces à partager).

AgroParisTech a produit avec l'ARB une carte de l'agriculture urbaine en IDF. Nous avons du mal à recenser tous les projets, tant il s'en crée régulièrement (<https://bit.ly/2kko1Go>).

Quels enjeux pour la Métropole du Grand Paris ?

- Alimentaire : Besoin de relocaliser la production alimentaire - avec des interrogations (coût énergétique de la relocalisation, sujet du "dernier kilomètre"). L'enjeu pour la Métropole est de relocaliser la production mais aussi la transformation et la distribution (point faible). Il y a un enjeu fort concernant la transformation des produits d'agriculture urbaine.

Il faut protéger le foncier agricole ; renforcer les liens avec l'agriculture périurbaine, notamment en utilisant les nouveaux outils comme le PAT (plan alimentaire territorial) pour sécuriser les débouchés des agriculteurs, favoriser la logistique depuis le périurbain, et aider à la transformation. Il subsiste toutefois la problématique de la pollution des sols au sein de la Métropole (programme [REFUGE](#) : "Risques en fermes urbaines, gestion et évaluation", pour aider les collectivités à installer des projets d'AU).

- Educatif et social : apprendre ou réapprendre l'origine des aliments et les cycles naturels, reconnexion avec le métier d'agriculteur, recréer du lien social (mais subsistent les enjeux d'animation et d'inégalités d'accès aux jardins). Les bailleurs sociaux ont un intérêt très fort pour ce sujet.



*Enlarge
your
Paris*





- Environnemental : biodiversité cultivée ; enjeux de régulation hydrique et thermique ; valorisation des déchets urbains (gros enjeux des années à venir, voir « les Alchimistes » / compostage en projet urbain). Il existe un réel besoin de quantification des externalités.

L'AU est aussi un secteur test pour l'adaptation de nos villes au changement climatique.

En conclusion : la Métropole du Grand Paris sera agricole, car sept millions d'habitants sont pour beaucoup demandeurs de produits locaux et bio, de services culturels et éducatifs, de liens sociaux, de nature en ville. La Métropole est aujourd'hui le lieu d'un renouvellement urbain considérable, les élus sont confrontés à la disparition de terres agricoles, à l'apparition de friches... Plusieurs objectifs : préserver des espaces agricoles multifonctionnels de proximité, mettre en place de nouveaux espaces agricoles, et valoriser les services rendus par l'agriculture urbaine, et notamment les moins visibles (comme le stockage du carbone).

>>> A lire, un entretien avec Christine Aubry : [« Le Grand Paris est un parfait laboratoire agricole »](#)



*Enlarge
your
Paris*





La ville agricole, une utopie nécessaire.

Par Rémi Janin, éleveur et paysagiste

« Nos sociétés sont extrêmement urbaines. Ce constat d'évidence implique que jamais aussi peu d'hommes - le monde agricole rural - ont été en charge de nourrir la population, qui est plus importante que jamais dans l'histoire de l'humanité. L'agriculture aujourd'hui vit une révolution urbaine sans précédent.

Il nous faut aussi reconnaître que plus une société est urbaine, plus elle est nécessairement agricole, en raison de ses besoins nourriciers. Alors que, et c'est un problème majeur, depuis des décennies, projets urbains et agricoles sont développés sans lien entre eux. La ville s'est même développée sur les sols fertiles agricoles ; ce développement a ainsi pénalisé la capacité actuelle et future de la ville à se nourrir, par la consommation effrénée des terres arables. Par ailleurs, l'agriculture, depuis plusieurs décennies, fonctionne en large partie avec des outils pensés de manière "autonome" dans l'après-guerre, outils qui ne sont plus nécessairement pertinents dans le cadre d'une société largement urbaine et confrontée à de nouveaux enjeux environnementaux et nourriciers.

Depuis une dizaine d'années nous travaillons au projet de rapprocher monde agricole et monde urbain, à la définition d'un urbanisme agricole. Il est nécessaire que l'agriculture devienne une part centrale de la pensée urbaine.

Nous devons partir des espaces dont nous héritons, urbains, périurbains et ruraux. Je suis agriculteur dans une exploitation située à une heure de Lyon, dans un environnement encore à dominante rurale mais de plus en plus marqué par l'urbanisation. Notre réflexion porte sur la manière dont un espace rural peut engager une transition à la fois nourricière, environnementale et urbaine.

De nombreuses infrastructures ont perdu leur usage initial en raison de l'évolution des techniques agricoles, à l'exemple d'une grange servant désormais d'espace festif à la fin de l'hiver quand il n'a plus son usage agricole (stockage du fourrage pour l'hiver).

Mes terres agricoles, qui étaient composées de deux parcelles de 5 ha, ont été transformées en 10 fines lanières d'un ha, dans le but de gérer les problèmes d'érosion, de dessiner le paysage, de créer des cheminements utiles aux usages agricoles mais aussi connectés aux chemins de randonnée des alentours. L'exploitation agricole est toujours nourricière, mais elle acquiert un nouvel usage.



*Enlarge
your Paris*





Nous créons de nouveaux paysages : prés de fonds de vallées avec des systèmes balades, création de pâture dans des zones de « pré-bois », etc. Autour de la ferme s'est créée une association en lien direct avec l'exploitation qui propose des projets culturels et artistique : « loto bouse », golf agricole, dimension festive, etc.

Nous héritons de paysages urbains enclavés dans le tissu urbain, et progressivement grignotés par l'étalement urbain, notamment dans le Grand Paris. Nous proposons de changer de regard, de penser ces enclaves comme autant de lieux structurants pour la ville, et d'en faire des *parcs agraires* venant constituer l'ossature de la ville, avec des espaces fertiles, nourriciers et paysagers. Les villes denses comme le Grand Paris doivent aussi participer à l'émergence d'une ville agricole. Il faut dézoner la ville et l'agriculture pour faire de cette dernière une activité intégrée et valorisée par l'environnement urbain.

Comment réinventer projets agricoles et urbains ? Il faut penser les statuts des producteurs nourriciers en ville ; il faut repenser le foncier (parfois privé, parfois public...) et la notion d'usage du sol ; il faut penser l'accompagnement et le financement des projets d'agriculture urbaine émergente ; enfin, il faut penser une gouvernance permettant à la société civile et aux agriculteurs, de partager des projets nourriciers urbains ».

>>> A lire : [La ville agricole, une utopie nécessaire](#)



*Enlarge
your
Paris*





Les Agriculteurs et la ville

Par **Christophe Robin**, syndicat des Jeunes agriculteurs (JA)

Christophe Robin est agriculteur en polyculture et éleveur de volailles en vente directe, près de Rambouillet (78), en charge de l'agriculture urbaine pour le syndicat des Jeunes agriculteurs (JA).

- L'expertise des JA : l'aide à l'installation

Il est souligné l'importance de la préparation des démarches d'installation ou de reprise d'exploitations. Les dispositifs des JA, comme le « point accueil installation » (PAI) (deveniragriculteuridf.fr) sont utiles pour éviter un certain nombre d'écueils. Les JA proposent régulièrement des réunions thématiques, notamment sur l'agriculture urbaine.

En 2017, plusieurs dizaines de nouvelles installations ont eu lieu en Ile-de-France, avec une féminisation de la population des porteurs de projets. Une importante proportion des porteurs de projets n'a pas le certificat de capacité professionnelle agricole (CPA). De nouveaux projets agricoles émergent, plus ou moins en lien ou en proximité avec l'agriculture urbaine.

- Le phénomène de renouvellement des générations en agriculture (RGA)

Les JA sont favorables à toute forme d'activité permettant le renouvellement de l'agriculture. Les JA réalisent régulièrement des états des lieux de la réglementation, et défendent la présence des agriculteurs sur le territoire, afin d'avoir des territoires vivants, de nombreux agriculteurs et une production alimentaire qui ait du sens.

- Le regard des JA sur l'agriculture urbaine

Depuis 2015, les JA accompagnent des porteurs de projets en agriculture urbaine. Ils ont également établi un partenariat avec la Mairie de Paris pour orienter des porteurs de projets, en collaboration avec la Chambre d'agriculture. Les JA participent aux travaux de l'AFAUP (Association française d'agriculture urbaine professionnelle) et de la Région Ile-de-France sur la question de l'AU.

- Les différentes formes d'agriculture

Les JA sont favorables à toutes les formes d'agriculture. Les sujets des statuts et de la réglementation restent incontournables. La société et son agriculture évoluent, et les JA sont un partenaire de cette dynamique.



*Enlarge
your Paris*





- **Echanges avec la salle**

Question : « On voit circuler des chiffres variés sur le sujet de l'autosuffisance en fruits et légumes en Ile-de-France. De quels chiffres disposez-vous ? »

Christine Aubry : « Selon une étude de l'IAU, on serait autour de 4% d'autonomie alimentaire en Ile-de-France, en matière de fruits et légumes ; il est toutefois difficile d'établir des chiffres précis car nous avons un problème de traçabilité des achats, dès lors que l'on n'achète pas directement à un producteur. »

Jean Michel Roy : « En 1865, nous étions à 95% des besoins couverts en circuits courts. »

Daniel Breuiller : « Selon moi, la Métropole est autosuffisante à 2% pour ce qui est des fruits et légumes, et nous visons 5%. Notre Plan climat porte l'ambition de reconquérir 3.000 ha de terres, et parfois sur les toits. Ce qui suppose déjà de ne plus en perdre... Cet objectif de ne plus consommer de terre sera sans doute inscrit au SCoT (*Schéma de Cohérence Territoriale de la Métropole du Grand Paris, en cours de rédaction, ndlr*). Aujourd'hui, à ma connaissance, on envisage d'artificialiser 10.000 ha de terres, essentiellement agricoles. De toutes les façons la question alimentaire dans la Métropole ne peut pas se penser sans les territoires périurbains et même au-delà. Et sans entrer dans le sujet des questions institutionnelles actuelles, quand on parle d'agriculture on a tout intérêt à organiser la coopération entre les zones denses et les zones périphériques. Penser une Métropole agricole ne signifie en aucun cas prévoir un développement en autarcie, mais en coopération ! »

Question : « Quels sont les principaux freins à une installation en agriculture urbaine ? »

Jean Michel Roy : « J'ai voulu montrer, rapidement, la naissance des terroirs agricoles du pourtour parisien et en Ile-de-France, certains sols étant plus ou moins propices à telle ou telle culture. Réintroduire des variétés ou des systèmes techniques qui ont pu faire leurs preuves par le passé, faire revivre des variétés et du patrimoine, est une piste possible pour une installation en AU. A une échelle régionale cela peut être intéressant de faire renaître un terroir. Le chou de Pontoise, le navet de Montmagny, etc. peuvent-être réactivés. »

Christine Aubry : « Aujourd'hui, il y a une grande demande pour des projets de type associatifs, jardins partagés ou associatifs. Le premier sujet est celui de la qualité des sols (pollution), le second, celui de l'animation du site.



*Enlarge
your
Paris*





On a vu des jardins associatifs périlcliter en raison de la faiblesse de l'animation. Enfin, le sujet du foncier, et de sa précarité, est un point crucial. Il faut disposer d'un terrain pour un temps suffisant.

Si l'on cherche à développer un projet commercial ou multifonctionnel, on retombe sur le problème de la viabilité économique. On constate beaucoup de phantasmes autour des micro-fermes urbaines, par ailleurs extrêmement intéressantes sur le plan technique et social. Ce sont des projets passionnants mais fragiles économiquement. Pour les collectivités, accompagner un projet de ferme urbaine peut nécessiter un portage économique du porteur de projet. »

Rémi Janin : « Un autre sujet, c'est de ne plus être solitaire sur le plan social. Il est essentiel de penser aux liens avec les populations. L'enjeu c'est de partager un projet agricole, de partager des outils agricoles. L'agriculture est en train d'évoluer sur cet aspect. »

Christophe Robin : « La vente directe est en effet très importante, pour garder un lien avec les habitants. »

Rémi Janin : « Un des enjeux, c'est effectivement l'accès au foncier ; il s'agit d'un des premiers freins à l'installation. Il faut donc souligner l'importance d'acteurs comme Terre de liens. »

Question : « D'où vient la pollution des sols ? Quid du compostage et de son développement ? »

Christine Aubry : « Les épandages des boues de Paris ont provoqué une pollution au plomb assez durable, dans plusieurs sites franciliens. De manière plus localisée, des industries aujourd'hui disparues ont laissé des pollutions importantes sur les sites qu'elles occupaient (mercure, etc.). Des utilisations anciennes et récentes des sols ont provoqué des pollutions aux métaux lourds. Enfin, les retombées atmosphériques sont importantes mais il faut noter que la pollution de l'air est très variable selon les endroits.

Ainsi une étude portée par AgroParisTech sur les toits maraichers parisiens nous a permis de constater que la qualité de l'air était bonne dès lors que l'exploitation est à plus de 100 mètres du périphérique et à plus de deux étages de hauteur.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de risques mais nous avons constaté que nous étions tout à fait dans les clous des normes européennes.

Pour ce qui est des déchets organiques, il nous manque la caractérisation de la valeur économique des déchets. C'est un enjeu énorme. »





Christophe Robin : « En ce qui concerne le recyclage des déchets, la Région IDF nous pousse à mettre en place des méthaniseurs. »

Jean Michel Roy : « Aux 16e et 17e siècles, les paysans étaient astreints à la corvée de nettoyage des boues des rues de Paris ; ces boues étaient entreposées trois années avant d'être épandues dans les champs, et dans certains endroits agricoles d'Ile-de-France les "terres noires" issues de ces épandages peuvent atteindre un mètre d'épaisseur ! En 1840, on a interdit à Paris la vaisselle recouverte de plomb, et cette vaisselle, massivement jetée sur la voirie, s'est retrouvée dans les champs, provoquant une pollution importante. Pour ce qui est de la pollution atmosphérique, j'ai relevé des témoignages d' "anciens" qui m'ont signalé que dans les années 1930 on ne laissait pas un bébé dehors dans les banlieues industrielles, on ne laissait pas sécher son linge dehors... »

Question : « Vous avez parlé de 2 à 4% d'autonomie en termes de consommation. Y-a-t-il des scénarios au niveau francilien ? On a évoqué la préservation des terres agricoles ; on connaît les difficultés rencontrées au niveau des reprises et des installations. Que peut faire la MGP pour y remédier ? L'AU peut-elle favoriser la pérennité du monde agricole ? »

Jean Michel Roy : « En 1895, quand on était à 90% d'autonomie, Paris était déjà peuplée de deux millions d'habitants. En 1950, on produisait 500.000 tonnes de légumes dans la région sur le million de tonnes consommé en région parisienne. La cassure est intervenue avec la création du MIN (Marché d'Intérêt National) de Rungis, dont l'objectif était clairement de tourner le dos à l'agriculture régionale et aux circuits courts, pour favoriser l'agriculture nationale, l'import et la logistique. »

Rémi Janin : « A Rennes, une étude montre que l'autosuffisance alimentaire pourrait être assurée avec une boucle « agricole » de 30 km autour de l'agglomération. Pour ce qui est de la pollution de l'air, celle-ci n'est pas réservée aux villes denses... Dans ma ferme, on voit passer les mêmes nuages de pollution qu'en milieu urbain. C'est une question à résoudre de manière collective. »



*Enlarge
your
Paris*





- **Conclusion par Daniel Breuiller**, Vice-président de la Métropole du Grand Paris délégué à la mise en valeur du Patrimoine naturel et paysager, à la Politique de la nature et à l'Agriculture en ville.

« Les Rencontres agricoles vont nous aider à définir la politique agricole métropolitaine. Aujourd'hui la Métropole a décidé de travailler avec des universitaires - AgroParisTech, la Sorbonne, l'Ecole du Paysage de Versailles, l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort... - et des professionnels - les JA, la Chambre d'agriculture, l'AFAUP - ; avec des associatifs, des militants - comme les Bergers urbains ; et des élus, pour définir sa politique.

Ce qui signifie que cette politique n'est pas encore définie. En revanche, nous avons une certitude : la métropolisation, qui densifie les villes, qui urbanise les populations, affaiblit la résilience alimentaire et environnementale des territoires, et suppose que nous inversions une tendance qui est à l'œuvre et qui a été très bien décrite ici ce soir.

Notre objectif des 3.000 ha de nature en plus dans la Métropole, d'ici 2030, est très ambitieux, et j'espère que nous le tiendrons. Et nous espérons "sanctuariser" les 2.000 ha de terres agricoles qui continuent d'exister dans la Métropole, par le SCoT. Il y a également beaucoup de friches sur le territoire métropolitain, à reconquérir. Par ailleurs, par le développement des circuits courts nous pourrions faire baisser les émissions de gaz à effet de serre. Enfin, selon nous, l'AU est un élément de reconnexion avec les agriculteurs. Mes enfants, mes petits-enfants, ne connaissent pas d'agriculteurs... il faut recréer du lien entre la ville et le monde agricole.

J'ai été maire d'Arcueil, intitulée "ville comestible", et je peux témoigner que l'AU est aussi un sujet social, pédagogique et culturel. La reconnexion à l'agriculture est une exigence alimentaire, climatique et sociétale.

J'espère que nous pourrions dire dans dix ans que la Métropole est de plus en plus agricole, et que nous aurons noué des partenariats avec les territoires périurbains pour que les agriculteurs aient des revenus suffisants et les urbains, une approche renouvelée du monde agricole. Développons-nous sans accroître les risques climatiques ».



*Enlarge
your Paris*



L'agriculture urbaine, de la ferme à l'assiette

Conférence du 28 novembre 2018, Les Grands Voisins (Paris 14^e)

Accueil par **Carine Petit**, Maire du 14^e arrondissement et conseillère métropolitaine et

Intervention de **Daniel Breuiller**, Vice-président de la Métropole du Grand Paris délégué à la mise en valeur du Patrimoine naturel et paysager, à la Politique de la nature et à l'Agriculture en ville.

Avec :

Laure De Biasi, Cheffe de projet agriculture et alimentation durable, IAU IDF - Manger local : Utopie et réalités

Eric Birlouez, Ingénieur agronome, historien et sociologue de l'agriculture et de l'alimentation - Manger local : mode marginale ou tendance de fond ?

Boujemla El Kasmi, Maire adjoint au Développement durable et aux Déplacements urbains de la Ville de Bondy - L'autoconsommation dans les jardins populaires : les jardins du bonheur, un succès à Bondy

Joëlle Motte, Présidente de l'association « Jardins pour Tous »



- **Mot d'accueil par Carine Petit**, Maire du 14e arrondissement et conseillère métropolitaine

« Les Grands Voisins est un lieu où se débat la façon de comment faire la ville autrement. Nous nous sommes sur le point d'y arriver, car l'étape trois consacrée au chantier va commencer avec un nouveau quartier à venir.

Nous avons, comme tous les arrondissements parisiens, une Caisse des écoles qui s'occupe de la restauration scolaire. En 2014, nous avons souhaité changer la structure de nos commandes de fruits et de légumes pour développer la part du bio, du durable et des produits en circuits courts. Nous avons été la première Caisse des écoles à adhérer à la Fédération des acteurs biologiques d'Ile-de-France. Nous l'avons fait à la fois pour pouvoir passer des commandes, mais aussi pour les outiller dans la réponse à la commande publique. Ce sont plus de 7.000 repas par jour que nous préparons : cette quantité permet d'aider à impulser et structurer ces filières.

Tous (élus, citoyens, ingénieurs, agriculteurs) devrions être dotés des outils pour mettre en œuvre ces projets et surtout ne plus jamais laisser partir des parcelles agricoles de notre région, voire en développer de nouvelles ».

- **Intervention de Daniel Breuiller**, Vice-président de la Métropole du Grand Paris délégué à la mise en valeur du Patrimoine naturel et paysager, à la Politique de la nature et à l'Agriculture en ville.

« La Métropole est née le 1^{er} janvier 2016 ; c'est un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) de 131 communes dont les destins sont liés à travers une coopération intercommunale. Cette Métropole représente 26% du PIB national, mais c'est aussi le territoire français le plus fragile socialement et un espace qui ne compte plus que 2% de terres agricoles (à l'échelle de l'Ile-de-France, on se situe à 49% de terres agricoles).

Nous voulons développer les agricultures comme celles du plateau Briard, et l'agriculture urbaine. Mais même si nous travaillons dur en essayant de créer 2.000 ou 3.000 hectares supplémentaires (alors que nous en avons consommé 1 500 ces vingt dernières années), nous arriverons peut-être à 5% d'autosuffisance alimentaire, en allant jusqu'à 10 ou 15% sur les fruits. Aussi nous souhaitons créer des partenariats avec des territoires plus ruraux.



*Enlarge
your
Paris*





Les Rencontres Agricoles du Grand Paris sont là pour nous accompagner dans la définition de nos politiques publiques. Car définir une politique publique consiste d'abord à se mettre à jour sur l'état des connaissances sur le sujet, favoriser les échanges, identifier les expériences et se demander comment les soutenir. C'est ce que nous faisons en réunissant dans ces rencontres universitaires, chercheurs et professionnels.

La Métropole de demain pour être viable, vivante et agréable devra renforcer la présence de la nature – aujourd'hui 80 de nos 131 communes sont carencées en espaces verts. Nous avons besoin de planter, de reconquérir, de désimperméabiliser les sols. Nous souhaitons aussi renforcer le volet agricole, pour reconnecter les urbains et l'agriculture, pour renouer un pacte qui permette aux gens de savoir comment on cultive et ainsi les amener à réduire des achats « longue distance » comme ces avocats qui ont pris l'avion ou les cerises à Noël. Ce volet agricole met aussi à l'honneur la cohésion sociale qui émerge partout où l'on met ensemble les mains dans la terre.

L'alimentation représente plus d'1/3 des émissions de gaz à effet de serre de la Métropole. C'est donc un enjeu majeur que de réduire la distance entre le champ et l'assiette ».

Manger local : utopies et réalités

Par Laure De Biasi - Cheffe de projet agriculture et alimentation durable, IAU IDF

« C'est intéressant de voir que c'est un Institut d'Aménagement et d'Urbanisme qui vient vous parler d'agriculture et d'alimentation ! Ça en dit long sur l'intérêt considérable que portent les instances, villes, métropoles et régions sur ces thèmes.

Elus, agriculteurs, apiculteurs, citoyens remplissent cette salle. L'alimentation nous touche dans nos choix et situations personnels (modes de vie, culture, santé), mais c'est aussi un sujet qui reflète l'état de santé du monde dans ses équilibres et déséquilibres de flux mondialisés. L'alimentation suscite aussi de grandes interrogations : comment nourrir 9 milliards de personnes en 2050 avec moins de terres fertiles et moins d'eau ? Comment nourrir cette population mondiale dont les 2/3 sera urbaine en 2025 ? Les métropoles se questionnent ainsi sur ce lien ancestral entre ville et agriculture.



*Enlarge
your
Paris*





Comment fonctionne notre système alimentaire ?

Les aliments sont soumis à des étapes successives : production, transformation, logistique, distribution, consommation ; autant de maillons interconnectés et interdépendants.

En France, nous avons une exploitation pour 128 habitants. En Ile-de-France c'est une exploitation pour 2 400 habitants, soit environ 5 000 exploitations pour 12 millions d'habitants. Dans la Métropole du Grand Paris, c'est une exploitation pour 74 000 habitants avec une centaine d'exploitations pour 7 millions d'individus. Cela vous donne une idée de la pression qui repose sur ces exploitations ! Ni Paris ni l'Ile-de-France n'ont jamais été autosuffisantes et ça ne sera pas le cas demain non plus. L'essentiel n'est pas là.

Notre système alimentaire est déséquilibré, l'amont et l'aval sont disproportionnés et déconnectés : très peu d'exploitations et d'unités de transformation ; un énorme bassin de consommateurs et de lieux de consommation avec 12 300 commerces de bouches à l'échelle du Grand Paris, 23 000 restaurants en IDF, 550 marchés dont 90 à Paris ; une grande distribution qui représente le premier lieu d'achats des produits alimentaires, un Marché d'Intérêt National (Rungis).

Comment mettre en relation production et consommation locale ?

Il y a trois notions différentes mais interconnectées à clarifier :

- Les circuits courts sont définis officiellement et renvoient à un nombre d'intermédiaires (0 ou 1),
- Les produits locaux ou de proximité font référence à une distance, sans définition officielle,
- Les produits bio renvoient à un cahier des charges encadrant un mode de production réglementé.

Un agriculteur qui fait du circuit court va assurer les différents maillons de la chaîne alimentaire. Les avantages : maîtrise de cette chaîne, valeur économique ajoutée et être au contact du consommateur et de ses attentes. Le revers de la médaille : il va devoir effectuer différents métiers qui nécessitent des compétences et du temps. C'est un vrai choix !





Qu'en est-il du maillon « consommateur » à l'échelle du Grand Paris ?

La Métropole représente 7 millions d'habitants et 23,7 millions de touristes auxquels il faudrait ajouter les personnes venant travailler. Au total, c'est 7 milliards de repas distribués chaque année.

On observe aujourd'hui une différence entre les attentes déclarées et les pratiques observées : on note un besoin de produits « naturels », mais les Franciliens consomment toujours plus de produits transformés. On consomme plus de bio mais moins de fruits et légumes qu'il y a une dizaine d'années. Les signaux se contredisent parfois.

En France, on peut cependant observer une montée globale des enjeux « santé, environnement, conditions de production et identité » qui amène à quatre tendances émergentes : végétarisation (réduire la consommation de viande), agriculture biologique (6 Français sur 10 mangent bio au moins une fois par mois), locavorisme (circuits courts et proximité représentent 8% de la consommation alimentaire) et digitalisation (plateforme, e-commerce).

Ces tendances émergentes sont importantes, ainsi que la qualité et l'information sur les produits, mais la priorité reste le prix pour les consommateurs (avec 75% des tickets moyens inférieurs à 11 euros).

Quelle offre alimentaire pour le Grand Paris ?

Sur la Métropole, nous avons 2 000 hectares de surfaces agricoles, soit 2% du territoire occupé par une centaine d'exploitations. 1/3 des terres et 2/3 des exploitations agricoles ont disparu ces trente dernières années dans cette Métropole. En même temps, nous sommes une des rares Métropoles mondiales à avoir cet « hyperland nourricier » à nos portes avec comme le rappelait Daniel Breuiller 49% de surfaces agricoles à l'échelle du territoire de la Région.

Quelles sont les différentes formes agricoles sur lesquelles s'appuyer pour manger local ?

- *L'agriculture péri-urbaine* avec 16% des exploitations franciliennes déjà en circuits courts (essentiellement de la vente à la ferme, des marchés, mais aussi des paniers).
- *Les jardins collectifs* : familiaux, partagés ou d'insertion. Ces systèmes moins marchands et productifs sont importants pour d'autres valeurs sociétales et environnementales. A l'échelle de la Métropole ce sont 440 jardins collectifs sur 240 hectares.



*Enlarge
your Paris*

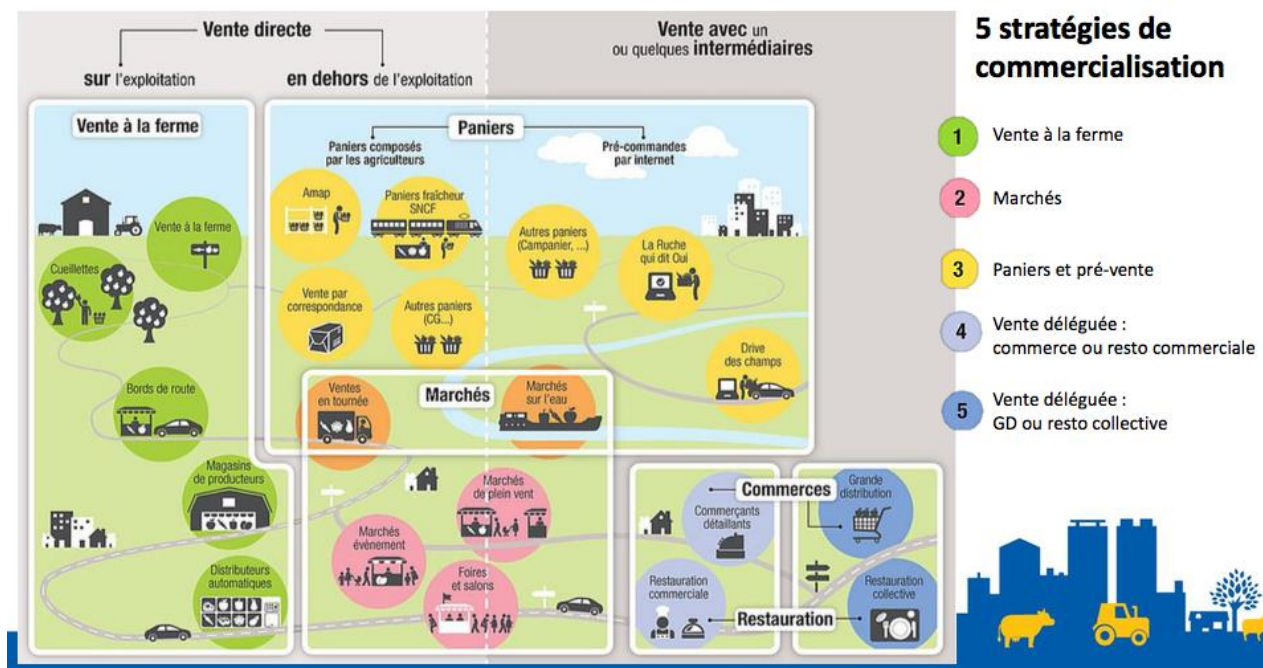


- *Les micro-fermes urbaines* avec des fonctions productives et le développement d'autres services. Pour n'en citer que quelques-unes « Le Paysan urbain » à Romainville ou l'association « Veni Verdi » au collège Pierre Mendès France dans le XXème arrondissement.
- *Les serres urbaines ou production « indoor »* dans les bâtiments et en containers, qui peuvent être développés de façon *high tech* ou *low tech* (comme les endives ou champignons poussant dans les parkings).

C'est un secteur très jeune, dynamique et innovant. Il existe un observatoire de l'agriculture urbaine créé en 2016 et qui sera mis à jour en 2019 par l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme et l'Agence Régionale de la Biodiversité.

Comment mettre en lien offre et demande locales ?

En Ile-de-France, il existe une vingtaine de formes différentes qui incarnent ces filières courtes de proximité, résumées dans ce tableau organisé selon cinq stratégies de commercialisation.



Les Rencontres AGRICOLES du Grand Paris

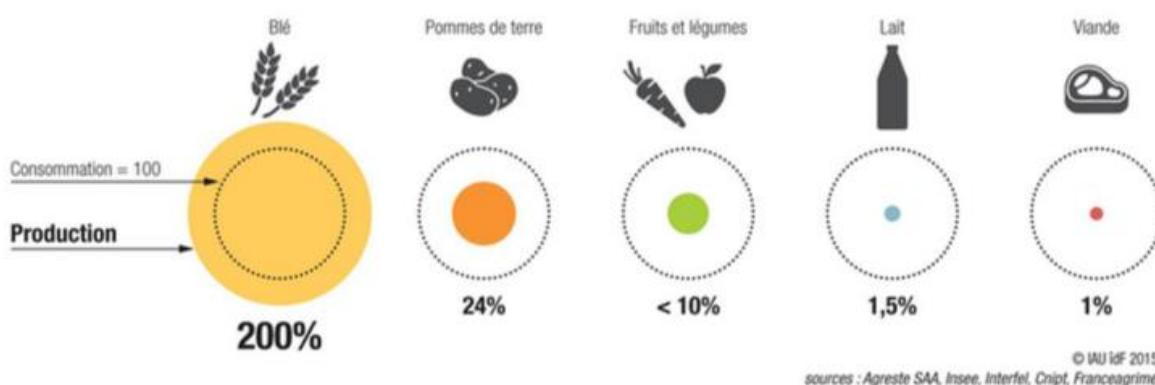
Par exemple, les Associations pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne (AMAP) sont une forme de circuits courts, qui n'est pas tout à fait locale. Leur ascension a été fulgurante, la première AMAP francilienne ayant été créée à Pantin en 2003. Aujourd'hui pour fournir les 330 AMAP, ce sont 213 producteurs mobilisés dont un sur deux n'est pas francilien. Cela signifie qu'il va falloir encore développer les exploitations maraîchères pour fournir ces AMAP, mais cela dénote aussi des problèmes de livraison dans l'agglomération qui freinent les volontés. A l'échelle de la Métropole, ce sont 171 AMAP approvisionnées par 75 producteurs.

Autre exemple, avec la grande distribution, qui s'est emparée du « manger local » avec pour chacun ses propres distances de référence (de 30 à 170 km selon les enseignes). Certains supermarchés construisent leur propre ferme, voire cultivent sur leur toit ou dans leur rayonnement pour fournir aux clients des produits de plus grande fraîcheur.

Utopies et réalité

Ce que l'on produit est en disque de couleur sur l'image suivante, ce que l'on consomme en cercle « pointillé ». Il n'y a donc pas de problème d'approvisionnement sur le blé, la salade et le persil. Sur tous les autres produits, cela est beaucoup plus difficile.

Taux théorique de couverture de l'Île-de-France : une région loin de l'autonomie alimentaire



Mais relativisons un peu : il y a un ou deux siècles, nous n'étions pas autosuffisants non plus. Depuis le XVIIIème siècle, la population a été multipliée par 20, et la distance parcourue par les aliments que par 4.





Par ailleurs, il y a énormément de projets et de leviers à activer ! Les projets alimentaires se multiplient : le plan alimentation durable 2015-2020 de Paris avec le passage de 20 à 30 hectares d'agriculture urbaine en 2020 par exemple. Le Plan Climat Air Energie de la Métropole du Grand Paris prône la sanctuarisation des terres agricoles existantes et envisage en 2030 le passage à 5000 hectares de surface agricole, et à 7000 hectares pour 2050. Le défi semble très ambitieux, mais la volonté est là et le cap est fixé !

Pour boucler la boucle, il ne faudrait pas oublier de travailler de l'assiette au champ avec beaucoup d'efforts à orienter du côté :

- du recyclage et des matières organiques qui pourraient retourner à la terre,
- de la diminution du gaspillage alimentaire qui représente 30 à 50% de la nourriture perdue tous les ans dans le monde (pour la France 10 millions de tonnes chaque année).

Cela avec l'objectif que tout le monde puisse manger à sa faim puisque 6,3% des habitants de l'agglomération parisienne sont encore en situation d'insécurité alimentaire.

Vous l'aurez compris, l'agriculture à l'échelle de la Métropole ne représentera qu'une petite place dans le volume alimentaire mais sans doute une grande place dans la société ».

Manger local : mode marginale ou tendance de fond ?

Par Eric Birlouez - Ingénieur agronome, historien et sociologue de l'agriculture et de l'alimentation

« Quelle est la perception, du point de vue du *citoyen consommateur*, du manger local ? Pourquoi en parle-t-on tant aujourd'hui ? Voici les questions qui m'intéressent. Le *locavorisme* est un mot inventé en 2005 à San Francisco par une cuisinière qui a voulu signifier ce mouvement de manger local ; ici des produits issus d'un rayon inférieur à 100 miles (160 Km). En 2007, *locavorisme* devient le mot de l'année aux Etats-Unis, puis rejoint le dictionnaire français en 2010. C'est une réinvention ! On a toujours mangé local, à l'exception des grandes agglomérations. C'est en fait une parenthèse de l'histoire que de ne pas manger local.

D'après l'enquête « Tendances de Consommation » du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), la part des Français qui privilégient en 1er lieu, lors de leurs achats alimentaires, le fait que le produit soit fabriqué à proximité du lieu d'achat est passé de 14% à 21% entre 2009 et 2015.



*Enlarge
your
Paris*





Une étude d'Opinionway de 2016 nous enseigne que 61% des Français sont prêts à payer plus cher (5 à 10%) pour des produits locaux. A travers les différentes enquêtes que j'observe, on mesure qu'aujourd'hui pour 50% à 60% des Français, la qualité devance le prix comme premier critère d'achat. Et qui sont les consommateurs du « manger local » ? On évolue vers une population très hétérogène (dont jeunes, habitants de la campagne...), même s'il demeure une surreprésentation des femmes, des CSP + et des urbains.

Quand on s'intéresse aux motivations des individus pour le « manger local », la première volonté est « de faire marcher l'économie locale, d'aider les producteurs locaux », puis viennent des motivations autour de la traçabilité (s'assurer de l'origine des aliments), la qualité et le goût des produits. C'est une nouveauté que de voir se développer cette « éthique de l'alimentation » ; pour beaucoup, manger est aussi devenu un acte politique, citoyen. L'éthique renvoie ici au fait d'attribuer des valeurs à quelque chose et à se donner des règles de conduite en conséquence. Dans les motivations qui expliquent le choix de manger local, on voit apparaître les critères « santé, nature et environnement » (meilleurs pour la santé, plus respectueux de l'environnement).

Ce groupe de motivations illustre un besoin de réassurance de la part des consommateurs face à des informations anxiogènes sur les aliments, qu'ils peuvent voir ou lire dans les médias. Les aliments sont perçus comme sources de méfaits, voire d'empoisonnement. Le système alimentaire, qui a complètement changé en l'espace de deux décennies, est devenu une boîte noire pour les individus qui s'imaginent ainsi le pire quant aux produits qu'on leur propose.

Pour autant, ce besoin de réassurance n'est pas nouveau : manger n'a jamais été un acte banal, c'est un acte où l'on incorpore un élément extérieur à son corps. Un acte qui nous a toujours rendu méfiant.

L'achat local est aussi l'expression d'un souhait de reprendre en main son alimentation, de donner du sens à ses achats alimentaires, de renouer le lien avec les agriculteurs, parfois d'un rejet du système agroalimentaire, etc. Enfin l'achat local renvoie à un mouvement plus large que le locavorisme, le localisme : à l'échelle locale, l'individu voit son pouvoir d'action et le déploie (par exemple dans le soutien à des projets locaux, ou dans le développement à des monnaies ou énergies locales).



*Enlarge
your
Paris*





Le local est souvent assimilé à tort aux « circuits courts », aux « produits bio » alors que seulement 10 % des producteurs locaux sont en bio ; mais aussi à des produits « plus sains, plus nutritifs et meilleurs au goût » (ce qui n'a pu être démontré scientifiquement), et enfin à des produits plus respectueux de l'environnement. Sur ce dernier champ, la mesure de l'impact global sur l'environnement des produits locaux est très difficile à chiffrer. Certaines études ont démontré que le local émettait parfois plus d'émission de gaz à effet de serre que des produits qui ont parcouru des milliers de kilomètres (étude de 2016 sur les agneaux de Nouvelle Zélande vs ceux du Périgord).

Enfin pour conclure, rappelons qu'il est essentiel d'adopter une politique alimentaire territoriale. Celle-ci renvoie à des nombreuses dimensions essentielles :

- Patrimoniaire, historique, culturelle,
- Alimentation de qualité (restauration collective et individuelle),
- Lutte contre la pauvreté (qualité de l'alimentation, ateliers, rencontres),
- Coopération (entre collectivités, entre voisins...),
- Economie locale,
- Lien social (citadins / agriculteurs, mais aussi avec une approche intergénérationnelle et interculturelle) ».

L'autoconsommation dans les jardins populaires : les jardins du bonheur, un succès à Bondy

Par Boujemaa El Kasmi - Maire adjoint au Développement durable et aux Déplacements urbains de la Ville de Bondy

Bondy est au Nord-Est de Paris, dans le territoire d'Est Ensemble. La ville a différents projets en lien avec l'agriculture et l'alimentation :

- Le Lab 3S (sols, savoirs, saveurs), né d'un partenariat entre Est Ensemble, la Mairie de Bondy et l'Institut de recherche pour le développement (IRD) qui vise à aider et à accompagner des entreprises de l'économie sociale et solidaire liées à l'agriculture urbaine ;
- Deux AMAP ;
- Un syndicat intercommunal pour les cantines scolaires avec pour l'heure 20% du bio et un axe local.





Joëlle Motte - Présidente de l'association « Jardins pour Tous »

Depuis quatre ans, nous portons un projet appelé « **les jardins du bonheur** », développé sur une ancienne friche de 1000 m² qui devait devenir un parking, dans un quartier populaire de la ville entre des tours et une zone pavillonnaire. Au départ une poignée d'habitants s'est saisie de l'avenir de ce terrain et a pu convaincre la collectivité de l'exploiter en « jardin pour tous ». La première année a été consacrée au défrichage ; aujourd'hui l'association compte 62 adhérents dont huit bénévoles actifs travaillent la terre. En moyenne trois bénévoles assurent 3h de travail par jour pour produire 210 paniers de légumes que les adhérents viennent chercher le samedi matin pour trois euros. Le terrain n'a pas de parcelle individuelle, le choix a été fait de cultiver les 1000 m² ensemble.

Au-delà de l'agriculture, l'association a recréé du lien social entre les habitants, les enfants viennent après avoir fait leurs devoirs dans la maison de quartier, les personnes âgées de la maison de retraite viennent jardiner avec nous lorsqu'il fait beau... On ne reconnaît plus le quartier ! « Les jardins du bonheur » sont devenus un lieu de rencontres et un lieu de fêtes : avec des crêpes party, fête de la patate, carnaval, vin chaud & galette des rois à l'occasion des vœux du Maire, mais aussi des trocs de plantes et graines et l'animation d'atelier jardinage avec les centres de loisirs.



*Enlarge
your Paris*



L'agriculture en ville bouscule-t-elle le monde agricole ?

Conférence du 27 février 2019, Salon de l'agriculture (Paris 15^e)

Animation par **Cyril Binard**, agriculteur en Seine-et-Marne et Vice-président de la Chambre d'agriculture de région

Accueil par **Anne-Cécile Daniel**, Coordinatrice nationale de l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP) ; **Laura Morel**, Jeunes agriculteurs d'Ile-de-France

Interventions de **Christophe Hillairet**, Président de la Chambre d'agriculture d'Ile-de-France et **Patrick Ollier**, Président de la Métropole du Grand Paris

Avec :

Premier moment : *Agriculture urbaine, agriculture des champs. Quelles convergences ?*

Animation par **Grégoire Bleu**, co-fondateur d'UpCycle, Président de l'AFAUP

Pénélope Komitès, adjointe à la Maire de Paris, chargée des Espaces verts, de la nature en ville, de la biodiversité, de l'agriculture urbaine et des affaires funéraires

Simon Ronceray, chargé de développement de ferme urbaine chez Veni Verdi (75)

Frédéric Arnoult, Président des Jeunes agriculteurs d'Ile-de-France

Clément Torpier, Jeunes Agriculteurs de Seine-et-Marne

Bertrand Manterola, Directeur de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRIAF) d'Ile-de-France.

Second moment : *Lutter contre le mitage périurbain - ou l'accepter ?*

Animation par **Antoine Lagneau**, Coordinateur de l'Observatoire régional de l'agriculture urbaine et de la biodiversité, Agence régionale de la biodiversité en Ile-de-France (ARB IDF)

Xavier Guimar, AgroParisTech

Jean-Baptiste Schweiger, responsable du service prospective et aménagement, SAFER

Jeannick Le Lagadec, déléguée à la Santé, à l'enseignement supérieur et la recherche et à l'Agriculture péri-urbaine pour le Val-de-Marne

Hélène Béchet, coordinatrice de Terre de liens Ile-de-France



- **Mot d'accueil par Anne-Cécile Daniel**, Coordinatrice nationale de l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle (AFAUP)

« Nous, agriculteurs urbains, travaillons avec les agriculteurs, notamment sur une grande enquête nationale sur ces nouvelles formes d'agriculture. Les résultats de cette enquête, qui s'est voulue ouverte à tous seront connus à l'automne et seront présentés au ministère de l'Agriculture ».

- **Mot d'accueil par Laura Morel**, Jeunes agriculteurs d'Ile-de-France

« Au niveau des jeunes agriculteurs, nous avons vocation à travailler sur les projets d'installation en agriculture pour les jeunes et les moins jeunes, avec notamment une structure, le Point Accueil Installation, qui cherche à accueillir tous les porteurs de projets, peu importe l'avancement de leurs projets. Le but est de pouvoir apporter un message pertinent aux porteurs de projets en agriculture urbaine, notamment en faisant en sorte que leur projet voit le jour et qu'ils puissent se considérer comme agriculteur. Il n'est pas question d'opposer les agricultures mais simplement d'avoir des agriculteurs qui ont accès à un statut et à la réglementation nécessaire pour qu'ils soient installés dans des conditions correctes ».

- **Intervention de Patrick Ollier**, Président de la Métropole du Grand Paris

Sur le territoire de la Métropole, il y a 102 exploitations agricoles réparties sur 2 000 hectares, représentant 2% du territoire. Réinventer la Métropole, c'est redonner une place à l'agriculture et à la production. Il faut inviter les promoteurs à installer des cadres de production, et c'est difficile de dire à des gens qui ont une rentabilité financière dans un cadre d'aménagement, qu'ils ne pourront pas faire ce qu'ils veulent. La Métropole exige qu'il y ait tant d'hectares de production en pleine terre. Il y a aussi un renouveau avec les filières courtes.

La Métropole a plusieurs objectifs :

- S'identifier comme un acteur du développement de l'agriculture, montrer que l'on est capable de faire quelque chose. Nous développons des initiatives, notamment de subventionnement, pour soutenir de nombreuses activités. Il faut une politique vertueuse. L'un des objectifs assumés est la désimperméabilisation des sols. C'est quelque chose qui peut être utile pour le retour à la pleine terre mais aussi pour lutter contre les inondations. Ainsi, il est question d'aider les agriculteurs avec des subventions et des indemnités pour que leurs champs protègent des inondations.



*Enlarge
your Paris*





- Le Plan Climat Air Energie voté à l'unanimité par le Conseil Métropolitain permet notamment la mise en place de ZFE (Zone à Faibles Emissions), qui rentrera en action le 1er juillet prochain ».
- **Intervention et animation de Cyril Binard**, agriculteur en Seine-et-Marne et Vice-président de la Chambre d'agriculture de région

« La Chambre d'agriculture porte tous les projets d'agriculture sur la région Ile-de-France, y compris l'agriculture urbaine. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Cela évoque des vocations, des changements de direction professionnelle, il y a beaucoup d'opportunités. Cependant, être agriculteur c'est compliqué, on gagne difficilement sa vie. Il faut créer des projets économiquement viables. Il y a des besoins, c'est certain : c'est le retour de l'agriculture à la ville. Mais depuis des années, la ville grignote l'agriculture, faisant disparaître d'énormes pans de terres agricoles : à ce rythme, dans 200 ans, il n'y aura pas un grain de terre cultivée en Ile-de-France. Le projet de protection des terres agricoles est indispensable. Le projet du Grand Paris doit raisonner, permettre d'éviter cette fracture entre la ruralité et les urbains. A la Chambre d'agriculture, il y a du circuit court et de l'agriculture biologique. La Chambre défend aussi de nombreux autres projets.

On a besoin de poumons dans nos villes, il y a une demande sociétale. Mais soyons prudents, si les jeunes qui s'installent en agriculture restent, c'est parce qu'ils ont été formés, accompagnés par de nombreuses structures. Les chiffres sont beaucoup moins bons pour l'agriculture urbaine. Il y a de nombreux objectifs : la captation du carbone, une alimentation saine avec des produits de qualité mais aussi un renouvellement des générations : 60% des agricultures ont 55 ans ou plus ».



*Enlarge
your Paris*





Agriculture urbaine, agriculture des champs. Quelles convergences ?

- **Grégoire Bleu**, Président de l'AFAUP.

« L'AFAUP fédère l'ensemble des formes d'agriculture urbaines. L'agriculture urbaine est définie comme une agriculture qui est en interaction directe et quotidienne avec la ville. Il y a une notion géographique, elle englobe aussi le maraichage périurbain qui est en lien avec la ville. Quelles sont les convergences possibles entre agriculture urbaine et agriculture conventionnelle ? Il y a un doute sur la viabilité économique de la part des agriculteurs conventionnels vis-à-vis de l'agriculture urbaine. D'autre part, il y a un doute des agriculteurs urbains, mais aussi du grand public, vis-à-vis du modèle écologique de l'agriculture conventionnelle. Il faut recréer des ponts entre ces agricultures et fertiliser les savoir-faire des uns et des autres, alors qu'il y a beaucoup de bonnes raisons de s'opposer ».

- **Pénélope Komites**, Adjointe à la Maire de Paris en charge des espaces verts, de la nature, de la biodiversité et des affaires funéraires

« Aujourd'hui, les habitants des villes ont besoin de circuits courts, de production locale, d'économie circulaire. On a besoin de ces agriculteurs que ce soit en ville, ou en monde périurbain ou rural. L'essentiel, notre responsabilité, est que ces différents modes d'agriculture se coordonnent, travaillent ensemble, via des partenariats. Ce qu'il faut porter ensemble, ce sont des convergences. Il faut réussir à protéger les terres de la ceinture verte d'Ile-de-France, c'est l'urgence. L'agriculture urbaine n'est pas un gadget, elle doit permettre aux agriculteurs de première et de seconde couronne de trouver des débouchés.

Il ne faut absolument pas que le développement de l'agriculture urbaine se fasse au détriment de l'agriculture dite conventionnelle ».





- **Clément Torpier**, JA de Seine-et-Marne

« La mission première d'un agriculteur c'est avant tout la production : de grandes cultures (céréales), la production animale (viande ou lait), la production des biocarburants et l'agriculture urbaine. En plus de la production, il y a toutes les externalités positives du métier d'agriculteur en campagne : l'entretien des chemins, des paysages, déneigement des routes, etc.

Il y a un but essentiel, quelle que soit l'agriculture : renouer le contact entre le producteur et le consommateur. C'est un point de convergence ».

- **Bertrand Manterola**, Directeur de la DRIAAF IDF

« C'est l'acte de produire qui définit le fait d'être agriculteur en 2019, qu'il soit rural ou urbain. Toute personne qui rentre dans cet acte de produire peut-être définie comme agriculteur. Ce qui est important derrière cet acte de production, c'est la viabilité de cette production, il faut une activité économique.

Aujourd'hui les agriculteurs ne font pas que produire, ils apportent autre chose à la société : ils font de la pédagogie sur les toits par exemple, en expliquant aux urbains comment on produit. Quelle que soit aujourd'hui la force de production agricole, tous les agriculteurs ont cette capacité de produire pour nourrir, mais aussi pour montrer, expliciter et apporter d'autres bénéfices pour les urbains et pour les ruraux ».

- **Simon Ronceray**, Chargé de développement de ferme urbaine chez Veni Verdi

« Le gros défi de l'agriculteur aujourd'hui c'est la viabilité, sous différents volets. Aujourd'hui, les néo-agriculteurs ne profitent pas des meilleures conditions d'installation : soit ils récupèrent des terres moyennes dans les territoires ruraux, soit ils doivent réinventer de nouveaux métiers dans les villes.

Ces allers-retours doivent aller du milieu urbain vers le milieu rural, où la façon d'accueillir la ferme va changer afin de valoriser le circuit court. Les ruraux sont en train de s'en saisir, en atteste la diversification importante qui apparaît chez les céréaliers. Le quinoa, les lentilles arrivent dans les campagnes. Les ruraux deviennent urbains car ils comprennent qu'il y a de nouveaux marchés et s'y dirigent. Il y a un gros volet de réintroduction de techniques en milieux ruraux. Il y a des ponts à faire entre ruraux et urbains, il faut donner de la technique aux urbains ».



*Enlarge
your
Paris*





Qu'est-ce qu'un polyculteur a à apporter à un agriculteur urbain ?

- **Bertrand Manterola**

« Cette capacité à être organisé, à savoir gérer cet acte de production, à avoir des références techniques est importante. C'est cette compétence que peuvent apporter ceux qui font depuis des générations et évoluent, à ceux qui ne savent pas faire. Dans un certain nombre de projets, on a affaire à des chefs de projets qui viennent du monde la finance, de l'économie, et qui ont très peu de connaissances agronomiques et techniques. Souvent ils construisent leur projet sur des références agronomiques relativement instables ».

- **Pénélope Komites**

« On ne peut pas faire d'agriculture urbaine sans agriculture classique. Dans le cadre des Parisculteurs, les AU qui s'installent sur les toits reçoivent des conseils, notamment de la DRIAAF. Les projets sont inspectés par des jurys au niveau économique et agricole. Les agricultures peuvent se rejoindre sur les avancées technologiques ».

- **Simon Ronceray**

« Le grand défi de l'agriculture française est celui du renouvellement des agriculteurs, des générations. Quand on parle d'AU, ce sont potentiellement des potagers dans les écoles, dans des collèges, à tous les niveaux. Cela devrait devenir obligatoire. Il faut montrer aux enfants que produire c'est beau, et de cette manière faire naître des vocations.

Il y a grand défi sur les types de formations qui ne poussent pas au remplacement des producteurs céréaliers et d'élevage, mais seulement des maraichers.

Il y a le défi des services écosystémiques : stocker de l'eau sur les territoires agricoles ou sur les toits représente in fine le même défi.

Il faut également travailler sur la fertilité en ville et dans les campagnes ».

- **Clément Torpier**

« Les installations ont augmenté de 20% pour l'année 2018. Au niveau des interactions entre AU et agriculture au sens large, c'est l'aspect de communication qui importe. Les agriculteurs sont au centre des bassins de consommation, donc il y a une proximité plus importante avec le consommateur ».





- **Bertrand Manterola**

« On est autour de 40-45 agriculteurs qui s'installent chaque année sur le parcours de l'installation classique, autour de 120 pour toutes formes d'installation en IDF.

A l'horizon de 3 ans, en France, 40% des chefs d'exploitation vont partir en retraite.

Pour donner l'envie d'aller vers le métier d'agriculteur, il faut lui donner des capacités d'en vivre, au-delà du revenu.

Il y a un maillage très important de lycées agricoles sur le territoire français ce qui devrait permettre de renouveler le nombre d'agriculteurs. C'est une de nos priorités, que l'on doit avoir collectivement, quelle que soit l'agriculture que l'on veut développer ».

- **Grégoire Bleu**

« Une des premières demandes des adhérents de l'AFAUP porte sur la sécurisation juridique : il y a beaucoup de difficultés sur les conventions, les statuts, les types de salariat. Les néo-paysans s'installent souvent sur des lieux qui ne leur appartiennent pas, donc toute la vision de vouloir améliorer un sol, investir, pour pouvoir transmettre n'est pas applicable en agriculture urbaine ou péri-urbaine. Cette mesure peut-elle invalider le modèle d'agriculture urbaine ? Est-ce que cela est transposable à l'agriculture au sens large ? »

- **Clément Torpier**

« Le support de travail est différent entre l'AU et l'agriculture ordinaire. L'aspect de capitalisation est différent, le statut aussi. Il faut prendre en compte le statut de l'agriculteur au moment où il s'installe ».

- **Pénélope Komites**

« Il faut aussi lors des appels à projets, notamment pour les organismes publics, que l'on arrive à signer des conventions, que l'on examine les projets déposés, la durée de ces projets. Il y a des difficultés supplémentaires, spécifiques au milieu urbain, liées par exemple à l'obtention d'un permis de construire, à des recours des habitants etc. Ce sont de nouvelles questions qui émergent, qui sont difficiles et il faut que les collectivités donnent des garanties aux gens afin qu'ils aient une visibilité à 15, 20, 25 ans ».





Y-a-t-il un modèle économique pour l'agriculture urbaine ?

- **Bertrand Manterola**

« Pour définir un modèle économique, il faut un certain nombre de référentiels. On a travaillé sur les modèles économiques de l'AU depuis un certain nombre d'années. Depuis la mise en place de la Politique agricole commune (PAC), on travaille sur les modèles économiques dans l'agriculture, on les fait évoluer, parce qu'on négocie un certain nombre de choses et derrière on construit les modèles économiques les plus complets possibles, même si ça n'est pas toujours parfait.

On essaie de répondre du mieux que l'on peut à un certain nombre de préoccupations pour avoir un marché commun.

Concernant le modèle économique sur l'AU, il existe depuis 3-4 ans en France, on ne peut donc pas encore parler de modèle économique, ce référentiel reste à construire, il se construit en marchant. Des économistes, des agronomes, des organisations agricoles travaillent là-dessus, on essaie de définir un certain nombre de standards. Le modèle économique ne repose pas uniquement sur l'activité de production agricole. Aujourd'hui, il y a un certain nombre d'activités économiques autour de la production agricole, donc la rentabilité peut s'établir sur d'autres fonctions, notamment la pédagogie, la formation. Il faut fonder un modèle économique d'ensemble. Il peut y avoir des possibilités d'activités économiques autour des modèles de productions, de pédagogie et de formation ».

- **Patrick Ollier**

« Concernant la tour maraîchère de Romainville, la Métropole a financé l'investissement qui consiste à créer pour la collectivité, pour la ville, une tour dans laquelle un agriculteur urbain loue le territoire sur laquelle il exploite. La collectivité finance le bâtiment mais ne subventionne pas l'activité agricole ».

- **Pénélope Komites**

« Les collectivités parisiennes mettent en location à très faible coût les toits dits de « la cinquième façade », qui ne sont pas utilisés depuis des années. Il existe quelques coûts liés aux travaux, mais qui profitent à tout le monde (isolation, étanchéité). Il n'y a pas d'argent public dépensé pour l'AU.





A Paris, nous faisons de l'AU sur les toits et au sol et par exemple on fait de l'AU chez les bailleurs sociaux, notamment dans les quartiers dits difficiles, où l'on refait des centaines de mètres carrés d'AU à l'intérieur d'un îlot. Ces zones sont travaillées par les habitants.

Aujourd'hui, des personnes qui ne se parlent plus depuis des dizaines d'années redescendent travailler ensemble, faire la fête ensemble, alors ce n'est pas de l'AU productive, mais il y a un vrai lien social qui se construit ».

Second moment : Lutter contre le mitage périurbain - ou l'accepter ?

- **Antoine Lagneau**, Coordinateur de l'Observatoire régional de l'agriculture urbaine et de la biodiversité, Agence régionale de la biodiversité en Ile-de-France (ARB IDF)

« Première question avec Jean-Baptiste Schweiger, avec un premier point sur l'état de la consommation des terres agricoles par la ville, sachant que c'est une question qui est apparue au début des années 70, où l'on a commencé à parler de l'étalement urbain, avec l'arrivée de la voiture, du pavillonnaire ».

- **Jean-Baptiste Schweiger**, responsable du service prospective et aménagement, SAFER IDF

« Il faut définir d'abord le terme de mitage. On l'entend ici au sens consommation des espaces de façon générale. Il y a le mitage légal, le mitage illégal. Le premier est la consommation de terres, d'espaces naturels et forestiers pour le développement économique, pour la création de logements, et sur ces sujets-là, force est de constater que nous ne sommes pas très bons en France. Les derniers chiffres de 2017 font état de 30 millions d'hectares qui ont disparu. Ces chiffres sont à la hausse, après une baisse constatée entre 2010 et 2015, que l'on pensait liée à une prise de conscience collective. Apparemment c'est davantage lié à la crise économique qu'à la prise de conscience. Certains pays sont engagés sur des politiques assez fortes de réduction du mitage : en Allemagne, l'objectif en 2050 est de 0 hectare consommé. Des engagements ont été pris en France pour tendre vers cet objectif-là.

Souvent cette consommation est un peu floue, on voit des zones commerciales, des zones logistiques apparaître. Un tiers de la consommation de terre est lié au particulier : c'est la création de logements, liée donc à de l'acquisition d'individus. Un tiers est lié aux acquisitions de collectivités et le dernier tiers pour le développement économique. Donc c'est une responsabilité qui est vraiment partagée.



*Enlarge
your
Paris*





A la SAFER on voit passer ces projets de zones logistiques, de zones de stockage de déchets, c'est aussi lié à notre mode de vie. Commander sur internet un produit que l'on reçoit 24h plus tard induit irrémédiablement la création d'une zone de stockage de 40 hectares à une vingtaine de kilomètres de Paris. Il est nécessaire d'insister sur cette prise de conscience collective à la SAFER, au-delà de la sensibilisation des élus et des partenaires.

Enfin, il y a le mitage illégal, c'est-à-dire les installations illégales que l'on constate en zones agricoles ou en zones naturelles : un particulier qui veut son potager et qui peu à peu le transforme en terrain de weekend, des groupes de gens du voyage qui veulent se sédentariser dans des zones naturelles intéressantes, etc. Tout cela concourt à la consommation des espaces naturels et agricoles de la France ».

- **Antoine Lagneau**

« Hélène Bechet, avec Terre de Liens, vous visez à faciliter l'accès des paysans à la terre. »

- **Hélène Bechet**, coordinatrice de Terre de liens Ile-de-France

« Terre de Liens est un mouvement national, un mouvement citoyen qui a été créé il y a une quinzaine d'années et qui a pour objet la préservation des terres agricoles et l'installation de paysans en agriculture biologique. Pour ce faire, nous avons trois outils : une association donc, un mouvement qui se décline par région ; une foncière et une fondation qui permettent l'achat de terres. La foncière avec de l'épargne citoyenne, est une société d'investissement citoyens. La fondation permet de faire des dons, des donations, des legs. Terre de Liens est bailleur, donc propriétaire de terres qu'il met ensuite en fermage. C'est l'une des activités de Terre de Liens.

En Région, notamment en Ile-de-France, on a d'autres fonctions, notamment former les citoyens à la responsabilisation sur cette disparition des terres agricoles et le rôle que chacun d'entre nous peut jouer. On a souvent associé le foncier agricole à de l'expertise, à de la compétence très pointue. Les citoyens sont très éloignés de ces questions-là, même dans les services urbanisme de mairies, où les agents n'ont pas forcément de formation sur les questions de bail, etc. Nous cherchons donc à apporter cette formation, que ce soit pour les citoyens, pour les agents ou les élus. Nous avons tout un programme qui vise à avoir des veilleurs de terres, c'est-à-dire des citoyens capables de regarder ce qu'il se passe sur leurs territoires, notamment en grande couronne parisienne.



*Enlarge
your
Paris*





Ces veilleurs font remonter des informations de ce qu'ils observent, ainsi Terre de Liens peut instruire ces pistes foncières et le cas échéant accompagner une installation sur ces terres.

Cette installation peut se faire grâce à une autre association créée récemment, ABIOSOL. Cette association regroupe quatre structures : le réseau des AMAP, les Champs des Possibles, le GAB et Terre de Liens. Ensemble, nous accompagnons d'amont en aval les porteurs de projets agricoles, nous Terre de Liens, nous arrivons sur l'aval, la recherche de fonciers.

Nous accompagnons 200 porteurs de projets par an, on en installe à peu près une vingtaine (soit la moitié des installations en IDF chaque année). Il y a aussi un volet de mobilisation citoyenne et des collectivités ».

- **Antoine Lagneau**

« Faire parler la SAFER et Terre de Liens en premier permettrait de présenter l'état des terres agricoles et du mitage urbain avant de donner la parole à la recherche ».

- **Xavier Guiomar, AgroParisTech**

« Sur cette question de mitage et de consommation de terres agricoles, une question revient : est-ce qu'il n'y a pas un risque que l'agriculture urbaine masque la consommation d'espaces agricoles en espace périurbain. Je crois que l'AU est une dynamique qui doit donner à réfléchir à toutes les agricultures. La ville se définit depuis l'Antiquité par la notion de densité : densité de population et de fonctions. Si l'agriculture veut avoir droit de cité dans la ville ou autour, il faut que cette agriculture montre aussi une densité, une intensité. Une densité économique, or les chiffres font mal. L'agriculture, lorsqu'elle emploie une personne tous les 150 hectares, a beaucoup de mal à justifier son maintien face à du logement, du commercial et d'autres usages urbains qui promettent 10, 60, 100 emplois à l'hectare (bien que ce soient plutôt des emplois déplacés que créés). Une densité qui existe aussi en termes de valeur ajoutée à l'hectare : qu'est-ce qu'on appelle l'agriculture performante, qu'est-ce que la performance agricole ? Ce sont les exploitations qui génèrent un salaire tous les 150 hectares, ou ce sont les exploitations qui vont en générer tous les hectares, ou tous les 20, 30, 50 hectares ? L'agriculture est interrogée par la ville sur cette question de densité.



*Enlarge
your
Paris*





L'agriculture doit aussi apporter des services écosystémiques à la ville, notamment en termes de biodiversité, de réduction des îlots de chaleur urbains. Aujourd'hui, on cherche une agriculture qui restaure la biodiversité : une agriculture qui respecte la nature c'est déjà dépassé.

Il faut une densité dans l'usage du sol, de la terre par l'agriculture. Il faut une intensité des fonctions vis-à-vis des citoyens, des écoles, pour l'éducation populaire à tous âges. A partir du moment où cette agriculture porte cette densité et cette intensité, elle va être non seulement acceptée mais aussi défendue par la ville. Il y a des outils utilisés en France, comme les documents de planification, les zones agricoles protégées ou les périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains qui peuvent écrire de véritables contrats entre la ville et l'agriculture.

On parle là de planification pour défendre le foncier. Si ce foncier apparaît aux yeux des élus et des citoyens comme de grandes terres vierges et vides, à un moment donné, toutes les protections tomberont. La meilleure défense de planification ne suffira pas, il faut également que l'agriculture mette en valeur tous ses services et à partir de là, les collectivités, face à cette agriculture désirable qui apporte sur tous les plans à la ville, vont pouvoir passer des contrats, des partenariats.

Les collectivités locales essayent de réorienter une politique agricole commune qui, pour l'instant, ne va pas vraiment dans le sens du maintien de l'agriculture périurbaine, des exploitations familiales, de fortes valeurs ajoutées à l'hectare ou de forte préservation de la biodiversité.

A partir du moment où l'agriculture est dense, elle va être défendue par la planification, mais aussi économiquement à l'échelle des intercommunalités, qui sont la nouvelle échelle d'analyse et de stratégie territoriale. La France est aujourd'hui découpée en 1258 EPCI, c'est à cette échelle là que les choses bougent, y compris en matière agricole où l'on voit de nouvelles politiques agricoles locales.

Le plus grand risque de consommation d'espaces agricoles, c'est lorsque l'agriculture elle-même ne donne pas un visage qui encourage à préserver son foncier. Le plus grand risque c'est le développement d'une agriculture industrielle extensive sur de très grands espaces essentiellement en fermage, pour lesquels les pertes de quelques hectares sont vite amorties et retrouvées un peu plus loin. Cette agriculture, avec des paysages très simplifiés, ne donne pas beaucoup d'états d'âmes aux aménageurs lorsqu'il s'agit d'en grignoter quelques hectares.



*Enlarge
your
Paris*





Dans une agriculture dense, appropriée par les élus et les citoyens, il est difficile d'en prendre un hectare car cette agriculture a réussi à montrer qu'un hectare vaut de l'or ».

- **Jeannick Le Lagadec**, Maire adjointe, conseillère départementale déléguée du Val de Marne, en charge de l'agriculture périurbaine

« Le Département du Val-de-Marne a la spécificité d'être le premier département agricole de la petite couronne et concentre dans les 1 000 hectares du département, 55% des terres agricoles de la Métropole. Il y a une tradition de ce département qui « servait » Paris au niveau céréalier et maraîcher. C'est ainsi que des terres maraîchères ont été expropriées pour installer des villes comme Créteil ou Bobigny, car c'était plus simple d'exproprier que d'abattre des bâtiments. Ça donne une responsabilité particulière, car encore 21% du territoire du Val-de-Marne sont des espaces naturels, dont 4% de terres agricoles cultivées.

Le constat que l'on a fait est qu'en France, l'équivalent d'un département en terre agricole disparaît sur cinq ans. Cela nuit à l'environnement puisque l'on a besoin de ces puits de carbone. Cela implique un vrai problème de gestion hydrique. Il y a une question de la suppression des emplois. Laisser aller l'étalement urbain, c'est aussi renoncer à la production locale, ce qui est à rebours de ce que nous disent nos concitoyens, qui souhaitent une agriculture nourricière, citoyenne, respectueuse de l'environnement, où le lien social a sa place et pourvoyeuse d'emplois. Aujourd'hui, les urbains ont une vraie demande d'avoir ces espaces travaillés ou protégés ».

- **Jean-Baptiste Schweiger**

« Il n'y a pas de conversion de céréaliers vers le maraîchage. En revanche on observe ces dernières années, des céréaliers qui souhaitent mettre à disposition sur la ferme quelques hectares en maraîchage. Nous soutenons ce genre de projets car cela crée du collectif, on ramène de la biodiversité. Chez les céréaliers, on voit beaucoup de diversifications, notamment les paysans boulangers, c'est-à-dire, des agriculteurs qui font de la céréaliculture, qui font de la transformation en farine et ont une activité de boulanger.

C'est quelque chose que nous encourageons, car si l'on veut arrêter cette vision de produire toujours plus pour être rentable, il faut que l'on ait sur de plus petites surfaces, la possibilité de dégager de la valeur ajoutée, et la transformation est une piste à accompagner, notamment en Ile-de-France.



*Enlarge
your
Paris*





Il n'y a pas de basculement des céréaliers vers le maraichage, mais il y a de la diversification effectivement. Le sujet de la protection des terres est à la mode, il faut continuer à défendre ces politiques publiques pour qu'elles puissent s'inscrire dans le temps pour que les exploitants soient en capacité de s'investir, pour que des jeunes puissent revenir s'installer. Il faut que le foncier soit sécurisé sur le long terme, une capacité à accepter son agriculture dans son ensemble. Enfin, concernant la désimperméabilisation des sols, il faut accepter le travail sur le long terme ».

- **Jeannick le Lagadec**

« Installer des agriculteurs en milieu urbain ou périurbain, ça pose des questions auxquelles il faut penser, comme le logement. Comment loger ceux qui vont travailler sur l'exploitation alors que les salaires d'agriculteurs sont faibles ? C'est quelque chose qu'on a inscrit dans notre plan de développement : comment travailler sur ces questions avec les offices, les contingents, pour pouvoir installer les agriculteurs ? »

- **Xavier Guiomar**

« On voit aujourd'hui des terres céréalières passer en terres maraichères au bénéfice de transmissions ou de terres en propriété de collectivités locales ».

- **Hélène Béchet**

« Aujourd'hui, les trois quarts des reconversions professionnelles concernent le maraichage, mais il faut rappeler qu'en Ile-de-France, il y a un besoin criant d'arboriculteurs ou d'éleveurs par exemple. Effectivement, le modèle du maraichage est ce qu'il y a de plus naturel pour les reconversions professionnelles. Mais il y a un enjeu énorme de diversification dans l'agriculture ».





Quand l'agriculture fait respirer la ville

Conférence du 27 mars 2019, Campus de Jussieu (Paris 5^e)

Animation par **Jean-Jacques Perrier**, Sorbonne Université

Accueil par **Florence Berthout**, Maire du 5^e arrondissement de Paris, et **Daniel Breuiller**, Vice-président de la Métropole du Grand Paris délégué à la mise en valeur du Patrimoine naturel et paysager, à la Politique de la nature et à l'Agriculture en ville

Avec :

Luc Abbadie, Sorbonne Université - Le concept de services écosystémiques, sa déclinaison dans le contexte urbain

Guillaume Morel-Chevillet, Institut technique de l'horticulture - Un exemple de service : quand les déchets urbains deviennent des ressources

Table ronde animée par **Jean-Jacques Perrier**, Sorbonne Université

Denis Couvet, Sorbonne Université

Anne-Caroline Prévot, Directrice de recherches au CNRS, Vice-présidente du MAB-France (UNESCO), Muséum national d'histoire naturelle

Vincent Martinet, Chercheur en économie, INRA, Unité Économie Publique, Thiverval - Grignon

Antoine Lagneau, Coordinateur de l'Observatoire régional de l'agriculture urbaine et de la biodiversité, Agence régionale de la biodiversité en Ile-de-France (ARB IDF)

Florence de Pampelonne, Maire adjoint déléguée au Développement durable, à l'environnement, au cadre de vie, et aux relations avec Grand Paris Seine Ouest, Commune de Meudon (92)



*Enlarge
your
Paris*





- **Mot d'accueil de Florence Berthout**, Maire du 5^e arrondissement de Paris

« Les rapports à l'agriculture et à l'alimentation parmi toutes les thématiques majeures que nous portons, que vous étudiez et sur lesquelles vous débattiez dans le cadre de ces rencontres, sont fondamentaux parce que, l'agriculture et l'alimentation, c'est, à l'échelle de la métropole, 25% des émissions carbone. A l'échelle d'un arrondissement de taille moyenne, comme le 5^e, nous nous sommes emparés de cette question de l'alimentation, que l'on qualifierait de responsable, à travers les cantines scolaires. Un maire d'arrondissement préside le comité de gestion des écoles, auquel participe évidemment l'opposition. A l'échelle du 5^e, c'est 600 000 repas par an. On a mis en place la démarche qui est, je pense, la plus vertueuse à l'échelle parisienne, parce que nous avons près de 75% des produits issus de l'agriculture bio ou labellisés, quasiment exclusivement des circuits courts, qui privilégient les liens directs avec une quinzaine d'agriculteurs, qui nous fournissent directement, sans aucun filtre de la grande distribution. La semaine dernière j'ai organisé *les rencontres bio* dans ma Mairie et une partie des élèves des écoles élémentaires sont venus rencontrer les agriculteurs. Et surtout, dans cette chaîne vertueuse, les repas sont cuisinés sur place avec tout ce que vous pouvez imaginer pour former, sensibiliser, trier les déchets et lutter contre le gaspillage, qui est notre talon d'Achille.

Je voudrais à côté de ça, faire part d'une expérience personnelle et d'une conviction. C'est qu'en plus de tout ça, qui permet d'apporter évidemment sa petite pierre à la lutte contre le réchauffement climatique, on en parle beaucoup moins, mais cette question d'agriculture urbaine, bien traitée, est une source d'enrichissement absolument incroyable du lien social sur le plan local. On vient d'aménager, avec des associations de quartier, deux jardins partagés, où on traite les déchets, c'est absolument vertueux. Je me rends compte à quel point, c'est facteur de lien social, d'inclusion pour les personnes qui sont en difficultés économiques, sociales, etc. On est en train d'installer aux arènes de Lutèce l'aménagement de vignobles, ce qui est un peu compliqué car contrairement à ce que l'on pense, les terres sont très polluées. On essaie d'avancer sur ce sujet-là. On a des ruchers qu'on a installés dans le 5^e et dans ma Mairie.

Mais installer des ruchers pour installer des ruchers ça n'a pas de sens, on essaie de construire une histoire. C'est ça qui est intéressant, voir comment on va faire de la pédagogie, voir comment planter d'autres plantes, s'intéresser à la biodiversité. Surtout, à co-construire avec des collaborateurs tous ces projets, à réfléchir sur le fond des dossiers, ainsi qu'avoir une manière de réfléchir différemment sur ces sujets, c'est une des raisons pour lesquelles je suis aidée par une étudiante qui vient d'AgroParisTech.



*Enlarge
your Paris*





Je voulais vous apporter cette contribution, qui montre que l'on peut avancer, et d'une manière bénéfique pour tout le monde, sur plan environnemental, économique, social et des ressources humaines ».

- **Mot d'accueil de Daniel Breuiller**, Vice-président de la Métropole du Grand Paris délégué à la mise en valeur du Patrimoine naturel et paysager, à la Politique de la nature et à l'Agriculture en ville

« Merci à Sorbonne Université et l'Institut de la Transition Environnementale. Si l'on organise ces conférences, c'est parce que nous avons une certitude partagée, c'est que les élus doivent croiser l'expertise scientifique universitaire avec l'expertise citoyenne, associative et professionnelle. C'est comme cela qu'on définit une politique et c'est l'objet de ces rencontres.

Au fond, nous avons déjà une politique d'accompagnement d'agriculture urbaine à la Métropole, nous soutenons de nombreux projets de jardins partagés et de fermes urbaines. Nous pouvons parler d'agricultures urbaines avec des S, parce qu'il y a des projets associatifs d'abord de lien social, des projets nourriciers et professionnels plutôt de production alimentaire, encore une fois, des projets de toutes sortes. Si nous soutenons ces projets, nous n'avons pas encore arrêté une politique métropolitaine d'appui à l'AU, et nous l'arrêterons à l'issue de ces rencontres.

La rencontre de ce soir me tenait beaucoup à cœur. J'ai écrit une tribune qui disait que « la Métropole de demain sera verte ou invivable », et la nature rend d'immenses services mais que l'on méprise assez souvent parce que l'on a une tradition d'ingénieur, de construire, de trouver des réponses dans les technologies ou les techniques, et on oublie de regarder les réponses qu'apporte la nature. La nature a une valeur en soi, la biodiversité a une valeur en soi mais l'AU, si elle rend des services nourriciers par l'alimentation qui est son objet premier, en rend d'autres : le lien social, le croisement générationnel, mais aussi la désimperméabilisation des sols, l'entretien, la captation du carbone, la biodiversité, etc.

Ce sujet nous intéresse beaucoup parce que si la Métropole est l'une des premières du monde avec 26% du PIB français sur son territoire, c'est l'une des métropoles les plus fragiles en termes de résilience avec des surchaleurs l'été, qui atteignent 5-6° dans les zones les plus imperméabilisées, avec des inondations, des risques de sécheresses. Il y a le sentiment pour beaucoup de métropolitains que la ville trop imperméabilisée devient une ville difficile à vivre. Nous avons créé une ZFE (Zone à Faibles Emissions) parce que cette difficulté passe par la pollution mais passe aussi par une gestion de l'intensité urbaine à laquelle je suis persuadé que l'AU, comme la nature en général, peut apporter des réponses.



*Enlarge
your
Paris*





Une nouvelle intimité entre urbanité et nature et entre urbanité et agriculture est tout à fait possible. Il y a une histoire agricole dans cette Métropole, il y a aussi un futur agricole que nous allons construire en appui sur vos travaux ».

- **Jean-Jacques Perrier**, Sorbonne Université

« Je propose que l'on rentre un peu dans les détails abordés par les intervenants : Luc Abbadie va présenter les services écosystémiques, qui peuvent être une notion un peu abstraite. Il va présenter un tableau un peu général, et lui succèdera Guillaume Morel, qui lui rentrera dans l'utilisation des déchets urbains et comment ceux-ci peuvent être utilisés dans un cercle vertueux pour une production vertueuse d'AU et périurbaine ».

Les services écosystémiques dans le contexte urbain

Par Luc Abbadie

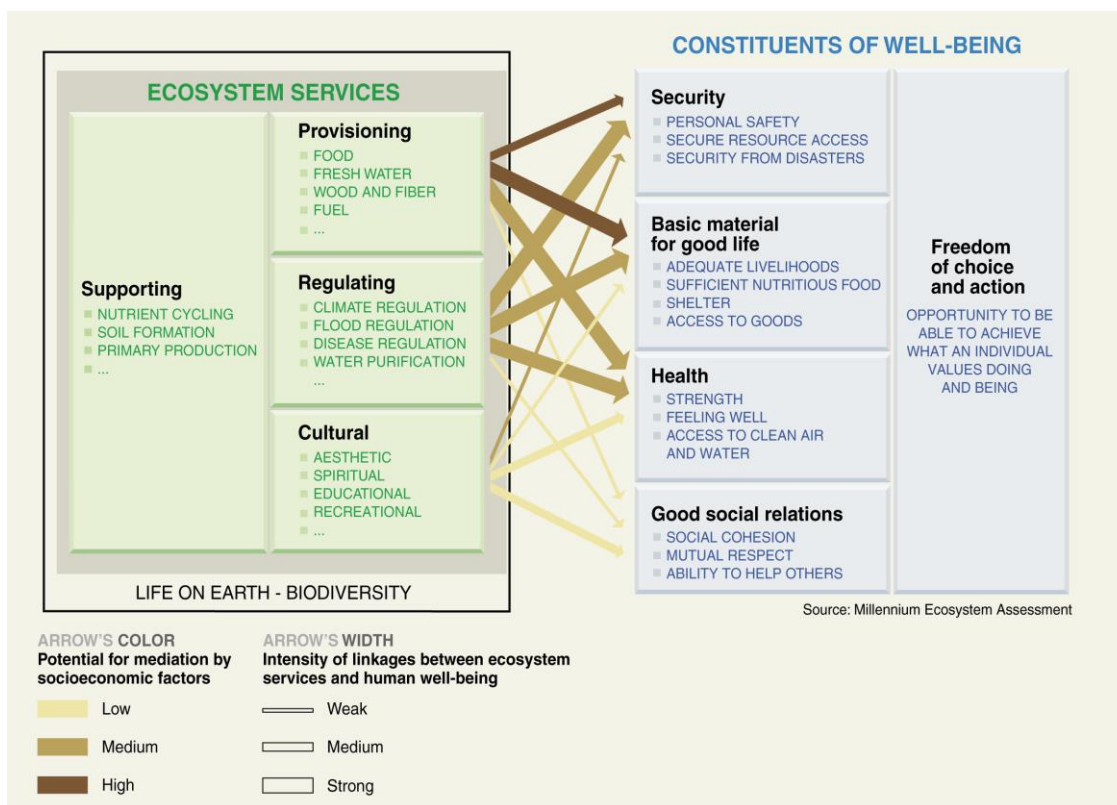
« Je vais vous proposer une rapide introduction au concept de service écosystémique, les défis que l'on doit relever, et quelques exemples d'agriculture urbaine et ses services.

Ce concept de service écosystémique qui commence à devenir un petit peu connu aujourd'hui est récent. Il est apparu dans les années 90, il a été défini comme un ensemble de conditions, de structures, de processus, qui sont issus des systèmes naturels, des écosystèmes mais aussi de la biodiversité, et qui nous permettent d'avoir une vie correcte et d'accéder à des ressources. Ce concept a été popularisé en 2005 par le *Millenium ecosystem assesment*, un gros rapport sur l'état des écosystèmes et des services écosystémiques, qui propose le schéma ci-dessous.



*Enlarge
your Paris*





A gauche vous avez les services de différentes catégories, et à droite des détails comme votre liberté de choix et d'action. On vous dit aujourd'hui, que votre liberté de choix et d'action dépend d'un certain nombre de processus qui se passent au loin parfois, et dont on n'a même pas idée. C'est un renversement d'une situation complète. Derrière ce concept de service écosystémique, il y a la notion de dépendance des humains à une dynamique de la biosphère. Ces services ont été théorisés, on les a définis selon la catégorie de bienfaits qu'ils nous apportent. Il y a la catégorie de support, pratiquement les supports de vie : la production végétale, le cycle de l'eau, la formation des sols, la production d'habitat pour les espèces. Il y a des services de régulation, aujourd'hui au cœur de nos préoccupations, avec tout ce qui concerne le climat, la crise de la biodiversité, mais aussi les ressources.



Les services d'approvisionnements, qui là sont directement liés à nos conditions de vie, à la qualité de l'eau, à la quantité d'eau, à la nourriture, aux ressources génétiques. Enfin, les services culturels, qui sont beaucoup plus difficiles à définir, mais sont cruciaux : tout ce qui concerne l'esthétique, les loisirs, l'éducation et des valeurs religieuses. Tout cela ce sont les services systémiques, apportés, sans que l'on en soit forcément conscients, par la nature.

Bien entendu, ces services se déclinent au milieu urbain. Si je prends le filtre de l'agriculture, naturellement, on va s'intéresser à la question de la production végétale ou animale, de la formation des sols, de la régulation des effets du changement climatique, de la question de l'approvisionnement en nourriture, et tout ce qui concerne l'esthétique, les loisirs. Ces services écosystémiques se retrouvent au cœur des enjeux urbains. Ces services écosystémiques on les conçoit comme des outils pour répondre à un certain nombre d'enjeux :

- Le changement climatique avec la question de la régulation du ruissellement : le cycle de l'eau est complètement déséquilibré vers le ruissellement, il n'y a pas d'infiltration. Pour lutter contre cela, il y a des solutions basées sur la nature qui sont au fond la vision outil, dérivée de ce concept de services écosystémiques.
- La biodiversité, avec la crise de la biodiversité que nous connaissons. Les taux d'extinction des insectes sur la planète sont énormes, tous les groupes sont touchés, on perd 1 à 2%, selon les groupes d'individus, par an, sur la planète. L'enjeu de la biodiversité c'est aussi de prévoir ce qu'il va se passer dans le cadre du changement climatique. Car le changement climatique induit les migrations des zones de climat, donc des espèces. La mobilité des espèces est un point clé. C'est évident qu'aujourd'hui, les zones urbaines sont en partie des obstacles et donc des freins à cette mobilité et donc peuvent contribuer à l'accélération de l'érosion de la biodiversité qui est « activée » par le changement climatique. Sachant qu'aujourd'hui, la cause principale d'extinction des espèces est l'artificialisation.
- 3^e enjeu, celui de l'alimentation. Ce sont des perspectives énormes. Cela occupe 1/3 des surfaces continentales, production végétale et animale (27% des surfaces continentales pour la production animale). La question d'un changement du mode d'alimentation est une réponse évidente et extrêmement efficace à la question du changement climatique. Les prédictions de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) sont très fortes : on prévoit une augmentation en moyenne de 50% de la production d'aliments – y compris le gaspillage - d'ici 2050.



*Enlarge
your Paris*





- Qualité de vie en milieu urbain : la beauté, l'esthétique constituent un facteur extrêmement important dans l'expression du bien-être pour un panel de personnes. La manière dont on voit la ville, y compris dans la composante naturelle, joue dans notre capacité à nous sentir bien dans notre peau.

Ce sont les enjeux auxquels on doit se confronter dans le cadre des services écosystémiques urbains. Les services écosystémiques, l'utilisation de la nature, l'instrumentalisation de ces services, ça marche. Il faut en être convaincu. Selon que l'on a un toit végétalisé ou pas, on peut avoir jusqu'à 75% de réduction du ruissellement. On protège le réseau d'égouts, les stations d'épuration. Faire des toits végétalisés désimperméabilise les sols. C'est une action de prévention.

L'un des autres aspects est la régulation de la température de l'air : jusqu'à 10 degrés de moins sur les pics de canicule avec une végétalisation correcte. Aussi sur le plan énergétique, on voit la différence de température d'un toit selon qu'il est végétalisé ou non. Cette différence de température se répercute sur la consommation d'énergie.

Les solutions basées sur la nature, c'est un problème de santé publique, mais aussi d'économie d'énergie. L'énergie décarbonée passe aussi par cela.

Concernant la biodiversité, on a quelques études quantitatives sur l'impact de la végétalisation sur la faune. A Bale, on a identifié 175 espèces végétales ; à Paris, on a au moins 637 espèces végétales, 31 espèces d'araignées, 31 espèces de scarabées. A Londres, on a 9% de la faune britannique d'araignées. Aussi bien en termes de solution pour le changement climatique (température, sécheresse, inondations) que pour la question de la biodiversité, les politiques de retour de la nature en ville sont efficaces et pas si coûteuses que ça, surtout si elles sont conçues en amont des projets.

Dernier point, sur les aspects plus de santé et confort de vie, on commence à avoir quelques études. Elles ne sont pas encore très nombreuses, sur les effets par exemple sur la pollution, on commence à avoir de bonnes données sur la réduction de concentration de NO2 dans l'atmosphère, sur la concentration de l'air en nanoparticules, mais également des informations sur la physiologie. A Dortmund, on a pu montrer une corrélation entre la proximité des zones vertes et les risques de diabète de type 2. En quelque sorte, végétaliser une ville, c'est faire une politique de santé publique. Planter des arbres c'est quelque chose de très fort.





Les Rencontres
AGRICOLES
du Grand Paris

Quelques points sur la question de l'agriculture urbaine. Une étude a mené une comparaison sur la productivité de l'agriculture urbaine en pleine terre dans des villes d'Australie. Elle montre que l'on peut avoir en moyenne une productivité au mètre carré deux fois plus élevée dans les zones de productivité urbaine que dans les zones rurales périphériques. Mais quand même, la productivité horaire est relativement faible, il y a beaucoup de travail derrière cette production, on a aussi, dans le cas de cette étude, un problème avec beaucoup d'apport extérieurs pour soutenir cette production, notamment des fertilisants. Au total, le prix de revient est élevé.

Autre exemple, fait sur différents systèmes à Bologne. Il s'agit de plantes cultivées en hydroponie ou sur des substrats solides (pas des sols). Le bilan, c'est une productivité annuelle forte, une réduction du coût en termes de CO2 et potentiellement on pourrait couvrir 77% des besoins annuels de la ville de Bologne si tous les toits étaient utilisés. C'est une activité économique non négligeable. Aussi, tout cela participe à l'entretien de la biodiversité, notamment tout ce qui est faune invertébrée, les pollinisateurs. Le potentiel de Bologne c'est 0,67 km de corridor vert par km², liés directement à l'agriculture.

Il y a aussi des questions non traitées : la question des nutriments par exemple, et cela interroge le système de recyclage.

Dernière exemple sur la ville de Fort Collins dans le Colorado. Il y a des petits jardins sur sol naturel, de 9,3m² en moyenne, avec 4 poules pondeuses. On peut intégrer un certain niveau d'élevage. On a une production de 18kg de légumes par saison. 16% des 110kg de fruits et légumes recommandés par personne sont productibles sur des jardins de 9m². On a 60% des besoins en œufs, et 9% des besoins en vitamine C. L'économie annuelle est d'environ 50\$ par rapport au prix du marché, et 250\$ si l'on achète des œufs bio en général, mais on paiera plus cher si l'on achète habituellement des œufs non bio. On voit bien qu'il y a des possibilités.

Sur tout ce que l'on voit, c'est que l'on a des AU qu'il faut combiner en fonction des priorités que l'on veut avoir. Dans tous les cas, il y a un bilan à faire en termes d'intérêts économiques, il y a des enjeux de santé publique, mais aussi des questions de pollutions des sols qui peuvent rendre les choses plus compliquées. Il y a la question des relations sociales, notamment dans les jardins partagés. Dans certains quartiers pauvres, l'autoproduction peut participer à la sécurité alimentaire et venir contrecarrer des fluctuations des marchés. La biodiversité est impactée, en termes d'habitat notamment, de connectivité, cela recrée des sols vivants grâce aux apports organiques. La transpiration est un processus clé, notamment pendant les périodes de canicules.





Au contraire, une grosse consommation d'eau pour les légumes peut inverser le bilan. Enfin la question du couplage du recyclage est primordiale pour pouvoir rendre l'AU positive.

En conclusion, l'AU constitue une contribution minoritaire mais positive à la production de nourriture. Se pose derrière la question de la relation entre l'AU, l'agriculture périurbaine et le monde rural. C'est une politique de santé publique, c'est un bilan sur le plan biochimique encore mitigé mais avec un fort potentiel s'il connecté à l'économie circulaire. L'AU est un lieu de résilience climatique, de socialisation et de partage ».

- **Jean-Jacques Perrier**

« Cela paraît paradoxal de dire que l'AU améliore la biodiversité alors que l'agriculture de manière générale est plutôt considérée comme à l'origine d'une réduction de cette biodiversité. Comment expliquez-vous ce paradoxe ? »

- **Luc Abbadie**

« J'explique ce paradoxe par le fait que l'AU concerne souvent de toutes petites surfaces, c'est de la polyculture, c'est un mélange d'espèces, à la grande différence effectivement des agricultures industrielles qui sont homogènes. Tout cela dépend du mode d'agriculture, de l'usage ou pas, de pesticides, ce qui n'est plus possible dans les zones urbaines aujourd'hui. Ce paradoxe s'explique surtout par une question d'échelle et par le fait que la ville est un milieu mosaïque donc ça permet la coexistence d'un tas de situation à la différence des espaces ruraux ».

Question dans la salle :

Vous attribuez à l'agriculture ou à la végétalisation, des qualités qui ne sont pas exactement les leurs. Ce n'est pas la végétation elle-même qui empêche le ruissellement, ce sont les conditions du toit terrasse qui permettent l'évaporation. Ensuite vous parlez de la température, mais là aussi, c'est l'évaporation de l'eau. Il y a d'autres solutions, avoir des toits clairs ou des chaussées claires afin de créer un phénomène d'albédo.

- **Luc Abbadie**

« Effectivement, il peut y avoir des solutions scientifiques aussi efficaces que les solutions basées sur la nature, il y a des études qui le montrent. Par exemple, peindre en blanc un toit terrasse peut être aussi efficace voire mieux qu'un toit végétalisé sur la question du transfert de chaleur dans le bâtiment. Mais l'avantage des solutions basées sur la nature, c'est que cela permet d'agir sur plusieurs composantes de la crise environnementale en même temps. Un toit végétalisé a une durabilité plus longue qu'une couche de peinture, on joue sur la biodiversité, sur le potentiel d'évaporation. Se baser sur la nature permet d'agir sur plusieurs problèmes ».



*Enlarge
your Paris*



Quand les déchets urbains deviennent des ressources Par Guillaume Morel-Chevillet

« Je vais parler agriculture urbaine, projets techniques, recréation de substrat, etc. L'idée de ma présentation est de vous montrer les différents travaux qui ont été menés au sein de mon institut. Je vais reprendre des thématiques peut-être plus liées à l'économie circulaire, qui est l'une des fonctions qu'apporte l'AU. Mon institut travaille sur les thématiques de production horticole et paysagère, notamment sur les problématiques du hors sol : recréation de substrat, système de culture innovant comme l'aquaponie, serres de toiture et synergie avec les bâtiments. Ce sont des choses pionnières, qui questionnent encore, c'est pour cela que la recherche est sur le coup, et apporte des résultats.

L'AFAUP rassemble les agricultures urbaines professionnelles en France, ce qui permet de se tenir informé de leurs besoins, leurs problématiques techniques : un collège est dédié à cette thématique.

Ce schéma montre la multi-localisation de l'AU.

UNE DIVERSITÉ D' A.U. RICHE D'INNOVATIONS



On a une spatialisation importante au cœur de la ville, avec une grande dynamique qui permet des innovations assez importantes, notamment pour le monde agricole.



Les Rencontres
**RENCONTRES
AGRICOLES**
du Grand Paris

Nous allons parler de trois axes : les biodéchets, l'eau sous le volet aquaponie, et l'énergie sous le volet serres sur les toits.

Il existe de vrais enjeux à capter et à redigérer les biodéchets issus de la ville. Le Grenelle de l'environnement impose aux restaurateurs de capter ces biodéchets et de les remettre dans le processus de compostage, ce qui génère de nouveaux métiers, notamment sur la micrologistique à l'échelle des quartiers.

Concernant le volet aquaponie/recyclage de l'eau, c'est un processus historique qui est réinventé. On utilise les déjections des poissons qui sont ensuite décomposées par des bactéries dans un bio filtré. Cette décomposition sert de nourriture aux végétaux. On pourrait idéalement faire recirculer l'eau une fois qu'elle a été épurée par les végétaux. Dans les faits, on ajoute souvent de l'eau dans le système et ce n'est donc pas un circuit fermé. L'aquaponie demande une haute technicité ».

Concernant le volet énergie, les serres sur toitures sont un moyen d'optimiser les synergies avec le bâti. Le projet Interreg North-West Europe GROOF (Greenhouses to Reduce CO2 on Roofs) participe à améliorer ces synergies en agissant à trois niveaux : en utilisant la chaleur produite par les bâtiments pour la production alimentaire, en collectant le CO2 émis par les activités humaines et les bâtiments pour « nourrir » les plantes, et en réduisant les émissions de CO2 émises par les transports, puisque les productions sont locales.





Table ronde. Que valent les services de l'agriculture urbaine ?

Avec :

Anne-Caroline Prévot, Directrice de recherches au CNRS, vice-présidente du MAB-France (UNESCO), Muséum national d'histoire naturelle

Vincent Martinet, Chercheur en économie, INRA, Unité Économie Publique, Thiverval - Grignon

Antoine Lagneau, Coordinateur de l'Observatoire régional de l'agriculture urbaine et de la biodiversité, Agence régionale de la biodiversité en Ile-de-France (ARB IDF)

Florence de Pampelonne, Maire adjoint déléguée au Développement durable, à l'environnement, au cadre de vie, et aux relations avec Grand Paris Seine Ouest, Commune de Meudon (92)

- **Florence de Pampelonne**

Étude des projets d'agriculture urbaine dans une ville comme Meudon, peuplée de 46 000 habitants.

« Tout a commencé il y a quelques années par un jardin potager partagé dans un quartier populaire de Meudon. 200 personnes se sont inscrites avant 2014, donc l'engouement a été très important. 42 lopins de terre ont été loués afin de responsabiliser les gens. Cela a créé du lien social, des personnes âgées viennent régulièrement et sortent de leur isolement. Beaucoup d'enfants apprennent grâce à la pédagogie sur l'environnement.

D'autres jardins ont été ouverts afin de mailler toute la ville. Cette politique existe depuis 2014 ».

- **Vincent Martinet**

« Effectivement c'est mieux que rien, mais est-ce pour autant mieux qu'autre chose ? Pour certains enjeux, tel que le stockage du carbone, il peut y avoir plus efficace que l'AU. C'est important de se demander s'il y a mieux, car l'AU mobilise des ressources. Certaines n'ont presque pas de coûts (les friches), même si cela mobilise des ressources humaines, de temps. Mettre en regard ces coûts et ces bénéfices, c'est ce qui est intéressant d'un point de vue économique. Si les ressources sont privées (bénévoles, entreprises) et que les bénéfices sont publics, alors tout va bien. En revanche, si c'est de l'argent public qui est investi, c'est important de peser le pour et le contre. L'AU rend de nombreux services écosystémiques, mais leur valeur dépend de deux choses : de la nature et du niveau de ces services, dépendant eux-mêmes du type d'AU (il n'y a pas les mêmes services en faisant pousser des tomates et du basilic sur son balcon que dans des serres sur les toits). Certaines AU sont émettrices nettes de gaz à effet de serre, notamment quand on fait chauffer les serres.



*Enlarge
your Paris*





Ensuite, il faut prendre en compte les enjeux urbains locaux : ce ne sont pas toujours les mêmes enjeux donc les services rendus par l'AU n'ont pas toujours la même valeur. Typiquement, il y a une très forte valeur ajoutée de la régulation du climat dans les villes qui souffrent d'épisodes de canicules et beaucoup moins dans les zones moins densément bétonnées. La valeur est forte pour la production alimentaire dans les zones ou pays à faibles revenus, où l'AU va jouer un rôle de résilience des systèmes alimentaires.

C'est compliqué d'évaluer ces services écosystémiques mais c'est indispensable pour comparer les avantages et inconvénients. Pour certains services écosystémiques on peut les évaluer économiquement. Ces évaluations permettent d'aider les investissements publics. Globalement, les services qui sont les mieux monétarisés, sont ceux qui importent le moins pour l'AU. A Paris, l'AU apporte plutôt un volet social, culturel, mais assez peu de production alimentaire, pour cela, il vaudrait mieux stopper la bétonisation des zones périurbaines. On évalue encore assez mal l'apport monétaire au niveau des îlots de chaleur ou du ruissellement.

En conclusion, il est important de ne pas juste lister des points positifs, mais aussi les chiffrer quantitativement, voire les monétariser quand c'est faisable ».

- **Anne-Caroline Prévot**

« Les initiatives d'AU comme les jardins partagés sont essentiellement très importantes en termes de liens sociaux et de restauration psychique : on parle de services culturels de la nature en ville. Ces services sont globalement normalisés, acceptés.

Il existe d'autres effets de la nature sur les gens qui la côtoient. Le premier effet possible de cette nature en ville au quotidien, qu'il s'agisse d'agriculture urbaine ou pas, c'est de permettre individuellement de faire nos propres expériences, de faire nos propres défis. Un enfant est capable de se créer ses compétences tout seul, un adulte qui jardine est capable de se créer ses propres défis, de tester des choses. On augmente en compétence en expérimentant et en échangeant.

Un autre effet potentiel de la nature en ville est d'être en expérience avec la nature, de manière explicite et implicite. On se reconnecte à ce vivant non humain que l'on ne connaît pas ou plus, ce que l'on peut appeler la « part sauvage du monde », ou la biodiversité. Cela permet d'accepter que l'on fait partie du vivant. Cela permet aussi de se reconnecter à nous même.

Ces effets sont très importants et peuvent être révélateurs pour certains individus. Ils sont plus faciles dans certaines conditions, qu'elles soient collectives et sociales ou individuelles.





Au niveau des conditions collectives et sociales, une des premières conditions est d'avoir accès à cette nature, qu'elle ne soit pas complètement désignée et contrôlée par des humains. Depuis les années 70, des anthropologues qui travaillent sur l'usage de la ville par les enfants montrent que les enfants préfèrent jouer dans des espaces vacants avec quelques bouts de bois plutôt que des espaces de jeux qui ont été créés pour eux.

Autre condition : pouvoir le faire librement et sans contrainte (mais dans des endroits sécurisés), un enfant ne peut pas complètement explorer ses propres capacités s'il est constamment sous le regard d'un adulte. Il faut donc laisser des opportunités plutôt que vouloir les créer, les contrôler. Cela induit des conditions individuelles : accepter de faire un pas de côté : Serge Moscovici parle de « dire stop, prendre son temps, plutôt que de le perdre ». Surtout, il disait « qu'en privé et dans nos vies familiales on était tous capables de vivre des expériences qui étaient pleines d'émotions, joyeuses ou non. Alors qu'en public, on avait souvent une autre identité, la société conçue, à l'opposé de la société vécue dans le privé ». Cette vie publique est beaucoup plus sérieuse et terne, un environnement où la technique a pris le pas sur les émotions. Dans ce contexte, avoir des expériences de nature n'est pas toujours facile à assumer en public. Moscovici regrettait qu'une partie de nos problèmes puisse venir de cette dichotomie, cette incohérence entre nos deux vies.

Les propositions sont compliquées à mettre en place finalement, notamment sur la liberté d'usage. Cela permettrait de changer nos paradigmes de vie collectif, notre vision du monde, mais aussi nos priorités, nos réponses à la recherche du bonheur.

Il ne s'agit pas d'être rêveur ou utopiste, il faut simplement créer un autre lien à la nature pour être réaliste, d'une nouvelle réalité, plus large ».

- **Echanges avec la salle**

Question : Comment mesurer les apports au tissu social alors qu'ils ne sont pas chiffrables ? N'y a-t-il pas une nécessité sur ces enjeux à voir au-delà des chiffres uniquement ?

- **Vincent Martinet**

« Les vrais apports de l'AU sont de reconnecter les gens à la nature, et cela n'est pas monétarisé. L'AU n'est pas efficace pour nourrir la planète et stocker du CO2, c'est anecdotique, l'intérêt est avant tout sur le social, dans un processus de dialogue ».





- **Florence de Pampelonne**

« Les coûts sont assez faibles pour le public : les terres appartiennent déjà aux institutions et sont simplement mises à la disposition des populations. Les apports culturels, sociaux sont bien plus importants que les faibles coûts monétaires. Cela peut aussi éviter de payer les entretiens de certains endroits, ce qui peut parfois peser sur des budgets déjà réduits. La reconnexion à la terre est tellement importante pour les urbains. C'est montrer aux générations futures ce qu'est la nature ».

Question : Est-il possible de réintégrer le coût de l'agriculture conventionnelle et ses externalités négatives très importantes (usure des routes, pollution, coûts sociaux) et d'être capable d'intégrer les subventions, l'agriculture dans sa globalité étant fortement subventionnée ?

- **Vincent Martinet**

« C'est un des axes de recherche les plus forts : faire en sorte que l'agriculture conventionnelle pollue moins, utilise moins de produits phytosanitaires, en préconisant des taxes qui sont mal acceptées. Il faut utiliser d'autres systèmes incitatifs plus ou moins efficaces. Il faudrait notamment découpler les subventions d'incitations productivistes. Dans le cadre périurbain, l'agriculture industrielle est au contact direct des résidents, mettant en lumière des problèmes de pollutions, de toxicité des produits utilisés, de gênes olfactives, de nuisances de manières générales. Il y a un tas d'externalités de l'agriculture à prendre en compte. Les limites de l'AU sont que ce n'est pas un outil productiviste. Ce n'est pas sa fonction première. Ces deux types d'agriculture n'ont pas le même but, l'agriculture a pour but de nourrir la planète, l'AU sert surtout à fournir beaucoup de services, tout en produisant une petite quantité de nourriture. L'agriculture conventionnelle devrait aussi apporter ces services ».

- **Guillaume Leterrier, Les Bergers urbains**

« L'AU permet aussi de reconnecter de nouveaux modèles de production, c'est-à-dire, à petites échelles, on arrive à reproduire à l'intérieur de la ville, des choses qui n'existent plus dans les modèles d'agriculture classique, notamment des formes de goûts qu'on ne peut plus produire dans les modes de production actuels. On vit mieux, mais ce qu'on ingère n'est pas forcément lié à ce progrès, l'AU ne dit pas qu'on va mieux manger, elle induit simplement un gabarit qui disparaîtra dans la campagne ».



Conférence « Des animaux de ferme en ville, pour quoi faire ? »

Mercredi 10 avril 2019, Ecole nationale vétérinaire d'Alfort

Animation par **Marc Barra**, écologue ARB IdF

Accueil par **Yves Millemann**, directeur du Département des productions animales et sciences de l'aliment, ENVA ; **Daniel Breuiller**, Vice-président de la Métropole du Grand Paris délégué à la mise en valeur du Patrimoine naturel et paysager, à la Politique de la nature et à l'Agriculture en ville ; et **Vianney Delourme**, Co-fondateur d'Enlarge your Paris.

Avec :

1^{er} moment : *Les animaux de ferme en Ile-de-France et dans le Grand Paris.*

Yves Millemann, directeur du Département des productions animales et sciences de l'aliment, ENVA - Panorama des modes d'élevages recensés et des fonctions impliquant des animaux domestiques recensés par l'Ecole nationale Vétérinaire d'Alfort au travers de leurs activités, en Ile-de-France et dans le Grand Paris

Claire Beauvais, docteur vétérinaire, Présidente du Groupement Technique Vétérinaire d'Ile-de-France, et **Déborah Infante**, cheffe de service de la protection des personnes et des animaux (DDPP) de la préfecture du Val de Marne - Présence des animaux de ferme en Ile-de-France et dans le Grand Paris, un état des lieux. Rappel du cadre juridique et légal des fonction d'élevage et des usages en ville, par la Maison de l'élevage en Ile-de-France.

2^e moment : *Elevage, pastoralisme et regards sur la ville*

Olivier Bories, enseignant chercheur, École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole (ENSFEA), et **Corinne Eychenne**, géographe, Université de Toulouse Jean-Jaurès - Eco-pâturage, éco-pastoralisme, pâturage urbain... de quoi parle-t-on ?

Pauline Frileux, ethnoécologue, Ecole Nationale Supérieure du Paysage - L'animal en tant qu'élément du paysage.

Jocelyne Porcher, sociologue et zootechnicienne française, directrice de recherches (INRA) - Travailler avec les animaux. La relation au travail de l'animal, et ses fonctions (possibles) en ville.

Julie-Lou Dubreuilh et Guillaume Leterrier, bergers, association Clinamen - Plaidoyer pour l'élevage paysan en ville, et ailleurs.



- **Introduction par Marc Barra, écologue à l'Agence Régionale de la Biodiversité en IdF**

« L'ARB est une agence qui a été créée pour observer et se préoccuper des questions de la biodiversité. Nous souhaitons la comprendre et la re-développer sur le territoire, notamment en ville. La biodiversité en ville intègre l'animal mais aussi la flore, des micro-organismes, car évidemment la biodiversité, c'est l'ensemble du vivant. Quelques chiffres afin d'indiquer l'état de santé de la biodiversité sur le territoire. Évidemment il y a un chiffre phare, en 30 ans nous avons perdu 80% de la biodiversité en milieu agricole. 45% des vertébrés ont disparu de la planète en 40 ans.

En milieu urbain, en Ile-de-France, nous avons des chiffres alarmistes : en 14 ans, on a perdu 33% des papillons, 22% des oiseaux. La disparition des papillons est un très bon indicateur de la façon dont on gère les espaces verts en ville : plus on tond fréquemment moins il y a de papillons. Pour les oiseaux c'est plus compliqué, mais par exemple le déclin du moineau avoisine les 75%, cela étant multifactoriel : la pollution, la perte d'habitats, la perte des insectes, mais aussi leur alimentation.

La biodiversité est parfois aussi perçue comme une nuisance lorsque l'on sort des cercles initiés. Il y a un travail pour faire comprendre que cette biodiversité est indispensable. Concernant l'hirondelle des fenêtres qui connaît un déclin très marqué, notamment pour une raison assez simple : on construit des bâtiments tout lisses, sans nichoirs. L'architecture est directement responsable de ce déclin. Nous travaillons avec des architectes afin de repenser le rapport à la nature et l'accueil de celle-ci, par la construction de nichoirs sur les bâtiments mais aussi beaucoup plus de terre, d'arbres dans les villes.

Il existe aussi des bonnes nouvelles, notamment en ville. Sur la flore, on a une augmentation sur 7 ans de 92% de la richesse floristique dans les interstices urbains (trottoirs, bords de route, aux pieds des arbres). Il y a deux raisons : on a des villes de plus en plus proactives pour préserver le végétal spontané, car depuis 2017, une loi interdit l'usage de pesticides dans les collectivités.

Entre l'apparition d'une loi et son application il faut souvent un laps de temps. Certains départements sont déjà sans pesticides : 67% des communes sont au 0 pesticide, c'est une aubaine pour la biodiversité. Cela change complètement le paysage, les communes sans pesticide reçoivent des lettres de certains habitants qui se plaignent de l'aspect urbain. Il y a cette idée que la biodiversité en ville doit se faire avec le citoyen, et ce par différentes manières. Le street art ou les sciences participatives en font partie par exemple. On essaie de promouvoir les milieux aquatiques dans les villes, aujourd'hui on réouvre les rivières comme à Sarcelle ou à Bièvre.



*Enlarge
your Paris*





Cela peut aussi attirer les moustiques et donc les maladies, cependant, des études montrent qu'entre les ouvrages bétonnés et les ouvrages végétalisés, on trouve beaucoup moins de larves de moustiques dans les seconds, notamment car on y trouve aussi leurs prédateurs. On trouve aussi beaucoup d'abris à chauve-souris, or c'est un prédateur naturel des moustiques.

La biodiversité naturelle se croise avec la biodiversité domestique. L'une des nuisances importantes de la biodiversité naturelle est la biodiversité domestique, ainsi les chats domestiques sont une nuisance très forte pour les oiseaux. Les estimations sont de 75 millions d'oiseaux tués par les chats domestiques en France. Il y a une vraie question autour de cette articulation.

On a de plus en plus de collectivités qui utilisent les pâturages pour sensibiliser les citoyens, gérer de manière plus écologique les espaces verts. L'herbivorie (le pâturage) augmente dans la plupart des cas la biodiversité en fleurs, c'est aussi un moyen de réintroduire des races anciennes oubliées. Cela concerne aussi les ruches par exemple, on a de plus en plus de demandes d'installation de ruches en ville. Or on observe de plus en plus une concurrence entre l'abeille et les pollinisateurs sauvages. Il y a eu un travail du Muséum d'histoire naturelle qui a mesuré l'impact sur une parcelle sans ruche et d'une parcelle avec ruche. Ils se sont rendu compte qu'il y avait une pression de l'abeille domestique sur les autres pollinisateurs, qui a tendance à prendre toute la place. Il faut donc tenir compte de la complexité de toutes les autres espèces, de la pression que cela leur fait peser dessus, sans pour autant oublier le capital sympathie, le vecteur que représente l'abeille domestique. La meilleure chose à faire pour la Métropole est donc de conserver aussi des habitats pour les pollinisateurs sauvages : bois morts, milieux sablonneux, arbres morts sur pieds.

L'agriculture urbaine est peut-être aujourd'hui la meilleure porte d'entrée pour connecter le citoyen à la nature. On essaie de faire coexister l'envie de nature sauvage, moins gérée, avec une biodiversité cultivée. On parle d'extinction de l'expérience chez le citadin, il y a une amnésie environnementale, on ne se souvient plus que nous dépendons de la nature.

Il faut aussi parler de la biodiversité qu'on ne voit pas : celle des sols. L'importance des sols est primordiale pour le reste du vivant. La question du sol vivant est fondamentale pour la santé du végétal qui se développe. On parle de trame brune, France les sols et leurs continuités ».



*Enlarge
your Paris*





1^{er} moment. Les animaux de ferme en Ile-de-France et dans le Grand Paris.

Panorama des modes d'élevages recensés et des fonctions impliquant des animaux domestiques recensés par l'École nationale Vétérinaire d'Alfort au travers de leurs activités, en Ile-de-France et dans le Grand Paris

Par Yves MILLEMANN, chef de département de production animal de l'école vétérinaire

« Je vais vous parler de ce que l'on peut trouver sur le territoire francilien, notamment avec ce que nous connaissons à l'École Vétérinaire. L'ensemble de l'Ile-de-France est extrêmement vert, hormis Paris. Il y a un ensemble de régions agricoles bien connues et différenciées avec des productions agricoles très variées, surtout végétales mais encore un peu animales même si l'on tend à la diminution. On a une dominante côté bovin mais également des volailles. On localise cette production au large de l'Ile-de-France. On a une orientation vers le biologique, on a un accroissement des surfaces et du nombre d'exploitations. On a deux marques régionales qui ont été lancées au niveau local.

Parler d'animaux de production en Ile-de-France, c'est parler d'une production très faible : seulement 29 000 têtes soit 0,15% du cheptel national (sur 19 millions). Lorsque l'on s'éloigne du territoire francilien, on retrouve beaucoup plus de têtes, environ 7 millions d'animaux.

Quand on parle d'animaux de ferme, on ne pense plus uniquement à l'élevage, on pense aussi au paysage, à l'aspect écologique, à l'entretien. Nous sommes habitués aux élevages avec une visée productrice. On est de plus en plus confrontés à des structures différentes : des fermes pédagogiques, des structures pratiquants de l'éco-pâturage ou enfin des particuliers avec des animaux à la fois de ferme et de compagnie.

Nous sommes face à des enjeux variés. On se demande si les animaux profitent d'une alimentation adaptée, s'ils ont un espace suffisant, a-t-on les possibilités de faire une rotation de pâture, tous les animaux sont-ils bien recensés, a-t-on une bonne utilisation des médicaments (certains sont interdits pour les animaux de ferme), a-t-on une utilisation raisonnée des antiparasitaires ? On travaille aussi avec particuliers et des associations qui assurent la tonte ».



*Enlarge
your Paris*





Présence des animaux de ferme en Ile-de-France et dans le Grand Paris, un état des lieux. Rappel du cadre juridique et légal des fonction d'élevage et des usages en ville, par la Maison de l'élevage en Ile-de-France.

Par Claire Beauvais, docteur vétérinaire, Présidente du Groupement Technique Vétérinaire d'Ile-de-France, et **Déborah Infante**, cheffe de service de la protection des personnes et des animaux (DDPP) de la préfecture du Val de Marne.

Deborah Infante : « Nous allons revenir sur quelques notions historiques. Au XIXe siècle, l'animal de rente est élevé pour sa rentabilité tandis que l'animal de compagnie est élevé pour son agrément. Ce sont des notions qui ont existé, qui continuent à évoluer. Avec l'industrialisation, on a vu des élevages de plus en plus grands avec un principe de rentabilité plus important. En parallèle, dans les villes, on a vu la relation homme/animal évoluer avec des notions d'anthropomorphisation, des relations très proches entre animaux domestiques et les hommes. Cette relation évolue notamment dans la détention d'animaux de compagnie, on voit de nouveaux animaux devenir animaux de compagnie (serpents, araignées).

La question sanitaire est apparue au niveau de l'animal de rente et est venue modifier la réglementation afin de limiter les risques de santé publique. La réglementation n'est pas la même pour un animal de rente que pour un animal sans visée nourricière. De cela découle la traçabilité, l'utilisation des médicaments. On voit beaucoup de bénéfices croisés entre rente et compagnie, notamment parce que des animaux de rentes sont devenus de compagnie. Car cela apporte du bien être au détenteur, car on a la mode du « faites le vous-même », il y a aussi la partie utilitaire (entretenir le gazon, déchets). On assiste donc à une augmentation du nombre d'animaux détenus. Ces animaux aujourd'hui ne font pas courir les mêmes risques en matière sanitaire que d'autres. Quand on a des moutons, qu'on les élève pour la viande ou pas, on doit suivre la même réglementation. Les éleveurs maîtrisent les risques, ils les connaissent et savent répondre à la réglementation. Pour un néophyte c'est plus compliqué. Les maladies se propagent facilement, et peuvent se transmettre d'un troupeau à un autre. Par ailleurs, le bien-être animal est primordial chaque animal a un besoin différent.





Il existe une notion de pédagogie autour de ce qu'est un animal de rente. Concernant la réglementation en matière de détention d'ovins, il faut par exemple une déclaration à l'établissement national de l'élevage afin notamment de localiser les bêtes en cas de déclaration de maladies, la notification des mouvements, la déclaration de la vétérinaire sanitaire et la déclaration des avortements ».

Claire Beauvais : « Je suis membre actif du groupement technique vétérinaire d'Ile-de-France. Mon objectif est d'expliquer le rôle du vétérinaire. Le GTV (groupement technique vétérinaire) est un organisme qui a pour but de faire de la formation continue auprès des vétérinaires praticiens. Notre rôle au GTV est de former sur toutes les thématiques de santé des animaux de ferme, que ce soient les cochons, les moutons, les vaches, les abeilles ou les volailles. Dans le cadre du retour des animaux de ferme en ville, nous avons de moins en moins de vétérinaires qui exercent en production animale en Ile-de-France.

Face à cette recrudescence de l'animal en ville et en grande banlieue, il y a un réel besoin de vétérinaires. Notre rôle est important car nous formons les vétérinaires pour qu'ils se mettent à jour sur les espèces concernées. Le vétérinaire a aussi un rôle de conseiller en matière de bien-être animal, des questions réglementaires, expliquer comment éviter les maladies, les médicaments interdits aux animaux. Les vétérinaires demandent de plus en plus à être formés et remis à niveau. En matière de bien-être animal, on a tendance à critiquer les gros élevages or ils sont hyper-normés, et chez les petits détenteurs, les poules peuvent être mal nourries, mal logées ».

2e moment. Elevage, pastoralisme et regards sur la ville

Eco-pâturage, éco-pastoralisme, pâturage urbain... de quoi parle-t-on ?

Par **Olivier Bories**, enseignant chercheur, École nationale supérieure de formation de l'enseignement agricole (ENSFEA), et **Corinne Eychenne**, géographe, Université de Toulouse Jean-Jaurès

Olivier Bories : « De quoi parle-t-on lorsqu'on évoque l'éco-pâturage urbain ? Le mot éco-pâturage permet de retrouver la plupart des structures et initiatives, 138 ont été recensées. Ces structures utilisent l'animal de ferme comme solution écologique de gestion et d'entretien des espaces urbains enherbés. Dans 80% des cas, la justification est écologique avec l'utilisation des termes "préservier, entretenir, maintenir, fertiliser". Le terme éco-pâturage recouvre donc une catégorie de sens communs qui renvoie à la gestion de l'espace vert par les troupeaux.



*Enlarge
your
Paris*





C'est une marque déposée par la société Ecoterre depuis 2012, qui l'utilise pour désigner « une solution et une technique alternative à la gestion des parcs et jardins et paysages, essentiels pour éviter la fermeture des milieux et la perte de la biodiversité ». Le terme d'éco-pastoralisme est souvent utilisé aussi, souvent comme un synonyme, or cela semble inadéquat. Pâturage et pastoralisme sont différents : le pâturage renvoie à l'action de faire brouter de l'herbe par les animaux ; alors que le pastoralisme renvoie à une pratique d'élevage par laquelle les animaux consomment une végétation spontanée ou semi-naturelle, généralement des prairies d'altitude, cette pratique associe généralement mobilité et saisonnalité pour suivre la ressource.

La réflexion que nous avons engagée sur la présence de l'animal en ville nous incite à interroger la diversité des pratiques et des fonctions qui leur sont attribuées, notamment la conduite du pâturage.

On interroge d'abord ceux qui installent des clôtures fixes, les animaux sont enfermés, les sites à pâturer sont identifiés. Il y a ceux qui utilisent des clôtures mobiles, qu'ils déplacent au fur et à mesure. Il y a des différences de pratiques en termes de surveillance : ceux qui ne surveillent pas en permanence, une fois par jour ou tous les quinze jours. Il y a ceux qui assurent une surveillance permanente, lorsqu'ils déplacent leurs moutons.

On est sur une pratique de pâturage urbain en parcours qui se rapproche davantage des pratiques pastorales : le gardiennage est permanent, le berger toujours présent. Ces pratiques relèvent donc parfois du simple pâturage, parfois du pastoralisme. On peut donc parler de pâturage urbain, terme qui a le mérite de pouvoir s'appliquer à la diversité des pratiques. Quelle que soit la façon dont on en parle, les conséquences sont importantes sur la place et la visibilité de l'animal en ville : la clôture va privatiser de façon plus ou moins durable certains espaces publics, et est renforcée par la présence des chiens de protection ; le parcours va impliquer la gestion de situation de coprésence dans des espaces urbains qui ne sont originellement pas prévus pour cela. Le gardiennage va faciliter l'échange, la compréhension. Le choix de la pose d'une clôture ou non révèle un choix quant à la place du mouton dans la ville et la nature de l'expérience proposée au citoyen ».

Corinne Eychenne : « La conduite d'élevage ne se limite pas à la conduite de pâturage. Il faut d'abord choisir les animaux donc les espèces et les races. En ville, on a 80% de brebis, mais on a aussi des chevaux, des vaches ou des ânes. Le choix de la race est important ensuite. Cela peut être pour des raisons esthétiques, pratiques (pour des questions de manipulation par exemple) ou fonctionnelles par rapport à la nature de la ressource.



*Enlarge
your
Paris*





Ensuite il faut organiser l'alimentation des animaux en dehors ou en complément du pâturage. Il faut prévoir des bâtiments ou des abris, les soins. Tout ceci représente la partie invisible de l'élevage. Ce qui est important c'est que cela renvoie au métier d'éleveur. Il y a une relation de maternage avec le troupeau, mais aussi il existe un rapport important avec la vie, donc avec la mort.

Les pratiques d'éco-pâturage questionnent la relation à l'élevage et au métier d'éleveur. On est dans le modèle de la gestion, la question de la production est généralement secondaire, voire rejetée. Certains ne préfèrent pas faire de sélection dans les troupeaux. On trouve aussi des éleveurs qui envisagent de laisser les agneaux mourir de leur mort naturelle. Ce sont des pratiques très éloignées du monde de l'élevage productiviste. D'autres acteurs relèvent explicitement du monde de l'élevage et dégagent un mode de sélection et de commercialisation.

Il existe un gros questionnement autour des pratiques. Est-ce que le retour de l'animal d'élevage en ville signifie le retour de l'élevage en ville ? Dans tous les cas, la présence de l'animal en ville participe à une « campanisation » de l'urbain. La brebis et le berger deviennent un référent paysager de la campagne. Dans certaines démarches, on s'en tient à cette image et il y a une volonté de mise à distance de la réalité de l'élevage, par rapport aux nuisances ou au rapport à la mort et à la fonction de production. D'autres vont revendiquer l'inscription de leur activité dans le monde de l'élevage et se réclamer d'une démarche de développement de l'agriculture urbaine.

Les pratiques qui se réclament du monde de l'élevage représentent un potentiel de reconnexion entre deux mondes assez disjoints : le monde de la ville et le monde de l'élevage. Au contraire, les pratiques qui se réclament de la gestion pure, en mettant à distance la réalité de l'élevage, sont pour nous, susceptibles de résonner avec certains courants de critiques actuelles autour de la consommation de viande ou de l'élevage lui-même et donc interrogent sur le rapport de la société humaine à l'élevage ».

L'animal en tant qu'élément du paysage.

Par Pauline Frileux, ethnoécologue, Ecole Nationale Supérieure du Paysage [A publié un article intitulé « Le regard mouton et la tondeuse écologique des troupeaux collectifs en ville » .]

« Une jeune génération de bergers et jardiniers émerge. Il existe deux pionniers de cette génération. La société Ecoterra et Alain Divo, qui depuis les années 90, ont développé une activité de pâturage. En 2012, Alain Divo a déposé les termes d'éco-pâturage et d'éco-pastoralisme.



*Enlarge
your Paris*





C'est un naturaliste, ornithologue, paysagiste qui a travaillé dans des élevages. Sa motivation première est le déclin des oiseaux et cela l'a sensibilisé à la question de la biodiversité. Alain Divo pratique l'élevage en tant qu'éleveur en Essonne. Son troupeau est dispatché en location sur toute l'Île-de-France. Il y a un vrai travail de sélection, notamment sur des races très rares.

Le second pionnier est Roger des Près. Il se qualifie de paysan du dimanche, et a ouvert la Ferme du Bonheur à Nanterre en 1992. Il ne vient pas du monde des écologues mais du monde du spectacle.

Cette nouvelle génération de bergers se décline d'une part en bergers qui vont être attachés à cette gestion conservatoire des milieux naturels ; et en un éco-pâturage, que l'on pourrait qualifier de socio-culturel et agricole, plutôt héritier de la Ferme du bonheur.

Ce qui rassemble ces bergers c'est l'idée d'éco-pâturage éthique, c'est-à-dire qu'ils se préoccupent des relations de l'humain à la terre, aux animaux et aux plantes. L'animal ici c'est l'animal dans nos relations. Or, que ce soit la dimension écologique ou la dimension d'entretien des espaces qui soit mise en avant à l'origine, c'est finalement la dimension sociale qui domine. Le statut de berger est précaire, ils peuvent être sous pression de menaces d'expulsion, la mobilité des troupeaux est soumise aux arrêtés préfectoraux, la taille des troupeaux réduite sur des territoires très vastes, tout ça pour un travail très mal rémunéré. Le modèle économique reste fragile ».

Travailler avec les animaux. La relation au travail de l'animal, et ses fonctions (possibles) en ville.

Par Jocelyne Porcher, sociologue et zootechnicienne française, directrice de recherches (INRA)

« Parisienne d'une famille ouvrière, j'ai quitté Paris à 20 ans pour partir à la campagne. Au contact des paysans et néo-ruraux, j'ai pris conscience de tout un tas de choses notamment sur l'alimentation et la place de l'élevage dans celle-ci. J'ai fini par élever des brebis avant de quitter ma ferme et de me retrouver dans des élevages industriels en Bretagne. C'est la découverte de ce système il y a 30 ans qui m'a bouleversée et révoltée et m'a poussée à lutter contre ce système.

J'essaie de construire une théorie de l'élevage qui permette de sortir de ce rapport historique et de son ersatz industriel. Lorsque les filières de production animale, les vegans, les administrations, l'encadrement agricole ou les institutions européennes parlent d'élevage, de quoi parlent-elles en réalité ?



*Enlarge
your
Paris*





La plupart du temps ils parlent de système de production de la matière animale (bovine, porcine...), or pour changer les choses il faut employer les bons mots. L'élevage, selon le Larousse, c'est « la production et l'entretien des animaux domestiques ». Toutes les définitions donnent un sens unilatéral à la relation, comme si les animaux ne faisaient rien et limitent le travail à son volet productif. L'élevage c'est un rapport historique de travail avec les animaux. La domestication est souvent décrite comme une manœuvre unilatérale d'appropriation des animaux et d'asservissement à des intérêts humains. La domestication est en réalité la co-construction de relations de travail entre des humains et des espèces animales. Car, avec toutes les espèces domestiques nous sommes dans une relation de travail : avec les animaux de ferme nous produisons des biens alimentaires et des services, et avec les animaux de compagnie nous produisons des services.

Le travail renvoie à la nécessité d'avoir un revenu, cela renvoie à la contrainte, à la domination, il est opposé à la liberté. Mais c'est aussi une voie majeure d'émancipation : « travailler c'est produire et se produire ». C'est le travail qui nous permet de vivre et instaurer une relation avec les animaux. Par exemple, les ânes ou les éléphants sont sortis de leur rôle du travail originel, donc pour continuer à travailler avec eux on leur a donné un nouveau rôle : transporter les touristes.

Sans cela, on ne peut pas financer la vie des animaux auprès de nous. Ainsi, même le fonctionnement des refuges doit être financé. Les animaux en retraite par exemple vont être financés par les animaux en activité. La première rationalité du travail en élevage est relationnelle, les autres rationalités, notamment productive, y sont appuyées. Les définitions classiques de l'élevage oublient donc cet aspect relationnel avec les animaux. Suivant cela, peut-on considérer que ce que fait l'association Les Bergers urbains est de l'élevage ? Il semblerait que oui, toutes les rationalités du travail en élevage y sont : la relation, la production de services environnementaux et alimentaires et l'éthique. Les animaux ont une fonction, proche de celui d'une tondeuse, tout en offrant un travail aux bergers.

Le pas suivant du point de vue de l'élevage, c'est la rencontre avec la mort. Si le pastoralisme urbain respecte l'intégrité du monde des animaux, alors le troupeau comprend des béliers, des brebis et des agneaux, qui participent du revenu du système d'élevage. A un moment ou un autre, des animaux sont abattus. Relier mort des animaux et alimentation en milieu urbain c'est une gageure actuellement : la pensée dominante condamne les relations de travail avec les animaux et la consommation de la viande. Rencontrer des moutons c'est rencontrer des vrais animaux et prendre la mesure de nos différences de monde.



*Enlarge
your Paris*





Vivre avec des animaux c'est appréhender que nous vivons dans des mondes différents. Les humains vivent dans leur monde d'humain, les moutons dans le monde des moutons. Le monde des animaux est construit par leurs sens et c'est l'exercice de leurs sens dans leur milieu qui donne sens à ce qu'ils vivent. Un travail respectueux avec les animaux c'est une croisée du monde animaux et du monde humain. Les chiens de bergers sont dans le monde des humains, dans le monde des chiens et dans le monde des moutons. L'élevage en ville permet de développer une forme de résistance avec la disparition programmée de nos liens domestiques avec les animaux, sortir l'élevage du monde rural et le faire exister sous le regard des urbains c'est faire le pari de l'intelligence contre l'ignorance, le pari de l'attachement contre le détachement ».

Plaidoyer pour l'élevage paysan en ville, et ailleurs.

Par Julie-Lou Dubreuilh et Guillaume Leterrier, bergers, association Clinamen

« Nous avons démarré le cycle de conférences car il y avait un intérêt à pouvoir former et informer les élus sur la dérive sémantique que l'on pouvait trouver (pâturage, éco-pâturage...). Nous voulions parler d'élevage en ville en dépassant le principe de « mouton tondeuse » qui n'est intéressant ni pour le gestionnaire, ni pour le berger, ni pour l'élu. Les bergers de Clinamen croient beaucoup à l'accueil des moutons en ville mais on ne pense pas que ce soit possible d'avoir un seul gestionnaire qui en parle. Il faut travailler avec des bailleurs sociaux, des entrepreneurs, des réserves foncières pour avoir la possibilité de déplacer les troupeaux autour d'une base arrière. L'idée était de voir comment, par la relation que nous avons avec nos animaux, avoir plusieurs fonctions. Au début, il y a 15 ans, Roger Des Près a créé le schisme de l'animal dans la ville.

Les bergers urbains sont devenus des acteurs sociaux, ils mélangent plusieurs propos sur la ville, ne sont pas que éleveurs. On doit avoir un petit élevage qui doit faire corps avec son environnement afin de mettre quelque chose qui fonctionne. La brebis s'adapte assez bien à la ville, ces animaux domestiques ont toujours vécu près de l'homme. Le métier de berger se réinvente grâce à la ville alors que le nombre de bergers en France ne fait que diminuer.

La viande que l'on produit est d'une qualité certaine qui fait que des chefs ou des gastronomes veulent l'acheter, car les systèmes d'élevage classiques ne permettent plus ça aujourd'hui.



*Enlarge
your
Paris*





Les usages agricoles des sols urbains

Conférence du 22 mai 2019, Potager du Roi, Versailles

Animation par **Antoine Jacobson**, directeur du Potager du roi – Ecole nationale supérieure de Paysage (ENSPv) et en chef du Potager du Roi, et **François Roumet**, paysagiste (ENSPv)

Avec :

Christophe Schwartz, professeur à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSAIA) de Nancy, pédologue et spécialiste de l'histoire des technosols

Anne Barbillon, chargée de mission Agricultures Urbaines, Bureau d'Expertise en Agricultures Urbaines, ADEPRINA/AgroParisTech

Christophe Maillet, responsable de la valorisation des déblais du Grand Paris Express pour la Société du Grand Paris

Laurent Mogno, président-directeur général du groupe ECT

Barbara Monbureau, paysagiste Dplg, directrice Monbureau Paysage

Jean-Christophe Nani, paysagiste Dplg, directeur Agence TN+



*Enlarge
your
Paris*





- **Christophe Schwartz**, professeur à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSAIA) de Nancy, pédologue et spécialiste de l'histoire des technosols

« On travaille sur des sols qu'on appelle « très anthropisés » c'est-à-dire fortement impactés par la présence et l'activité humaine. Ce sont des systèmes que l'on va retrouver dans des milieux urbains, périurbains ou des secteurs d'activités minières ou industrielles. La grande majorité des sols présents dans les villes ne sont étudiés en France que depuis une trentaine d'années. Ils ont été étudiés au départ surtout pour des aspects liés à la contamination, à des aspects sanitaires.

Progressivement, on a abordé la question de l'état des sols en ville par rapport à la nature en ville, par rapport à l'approvisionnement en aliment par rapport à l'agriculture urbaine. On se rend compte que finalement l'étude de ces sols en ville est quelque chose de très récent. On a une connaissance encore faible, même si l'on progresse, même si l'on trouve plus d'acteurs impliqués.

Il faut rester très humble, nous ne sommes pas dans une connaissance complète, mais nous les connaissons de mieux en mieux. Ces sols sont souvent modifiés, positivement ou négativement, par les activités humaines. Tout l'objectif des sols qui ont été reconstitués sur le Potager du Roi, ce n'était pas de créer des sols dégradés mais des sols qui répondent finalement de manière raisonnée à un besoin d'assainir un lieu, de générer un substrat fertile.

Le sol en ville n'est pas exclusivement à problèmes, il peut aussi être une ressource. Pour pouvoir dire cela, nous avons besoin de mieux connaître ces sols, de les caractériser tant du point de vue chimique que physique, de savoir quel est leur niveau de contamination, mais aussi leur capacité à fonctionner, à rendre des services. La fertilité des sols est un sujet de plus en plus abordé avec le développement de l'agriculture urbaine.

On sait que les sols urbains sont très hétérogènes, avec une contamination en moyenne supérieure aux sols des milieux forestiers ou agricoles classiques. Les sols urbains ne sont pas systématiquement contaminés, ils contiennent souvent des éléments grossiers. C'est quelque chose qu'il faut gérer, nous avons une connaissance légère sur l'impact de cette présence d'éléments grossiers (de taille supérieure à 2 millimètres).





Ce sont des sols souvent compactés, imperméabilisés. Cela représente un enjeu très important à l'avenir : désimpermeabiliser les sols. Cela signifie leur redonner vie, soit naturellement, soit par du génie pédologique.

Pour ces raisons, il est nécessaire de former de nouveaux chercheurs. Il faut des outils, que l'on doit développer entre toutes les disciplines qui étudient les sols et la ville, afin d'aménager une ville où il fait bon vivre, des villes à haut niveau de services écosystémiques. Cela passe par la prise en compte des sols, leur préservation et leur reconstruction ».

- **Anne Barbillon**, chargée de mission Agricultures Urbaines, Bureau d'Expertise en Agricultures Urbaines, ADEPRINA/AgroParisTech

« Je travaille à AgroParisTech pour une équipe de recherche qui s'appelle Agricultures Urbaines. Cette équipe traite du sujet de l'AU en général et sur différentes thématiques. Depuis une dizaine d'années, différentes formes d'AU se développent en France, notamment en Ile-de-France, et on les caractérise, on les étudie, sous les biais des services écosystémiques rendus par ces formes d'AU.

On rencontre différentes formes d'AU : les jardins familiaux ou jardins partagés, des formes plus récentes comme les micro-fermes urbaines, qui sont associatives ou entrepreneuriales et qui ont une ambition de mettre une partie de la production sur le marché, avec un modèle économique qui emploie des salariés.

Il y a une multitude de services rendus : des ateliers pédagogiques, de la formation, de l'évènementiel, etc. Se développent aussi les serres urbaines ou fermes productives urbaines, plus récentes.

Cette diversité des formes, notre équipe de recherche essaie de la caractériser, de l'étudier. Dans nos volets de recherche, il y a notamment la contamination des sols, notamment via un programme de recherche : REFUGE (Risques en fermes urbaines : gestions et évaluations).

Au début du projet, un volet traitait de la contamination des sols, et a permis d'acter le fait que dans les jardins urbains, se retrouvent des teneurs plus élevées que dans les sols agricoles. Suite à cela, au sein de REFUGE, nous nous sommes interrogés sur la façon dont cela se passait dans les micros fermes urbaines, puisque cela implique l'utilisation des sols. Six micro-fermes avaient été ciblées en Ile-de-France, et dans une ferme sur deux, il y avait des teneurs importantes qui dépassaient les seuils de référence.





Face à l'incompréhension générale par rapport à l'état des sols, REFUGE a lancé un projet de recherche, afin de prendre le temps, d'étudier l'historique des sites, de comprendre d'où vient cette pollution, de caractériser les sols, de faire des prélèvements, des échantillonnages et d'aller analyser les légumes pour comprendre ce qu'il se passe dans le transfert.

L'enjeu de REFUGE est de décliner la démarche en trois temps. D'abord, chercher à évaluer les risques liés à la présence des polluants dans les sols. Ensuite, avoir une étape de gestion des risques. Enfin, une étape de communication : comment expliquer cette situation et gérer les craintes qu'elle peut générer, puis faire perdurer l'information dans le temps alors qu'il y a un turnover important dans ces fermes.

Cette démarche est définie et appliquée dans le même temps. Cela a été testé très vite avec les micro-fermes. On regarde comment notre santé peut être influencée par un légume potentiellement contaminé, car exposé à l'air et surtout au sol, qui lui accumule d'année en année les dépôts aériens, l'héritage d'un site industriel, d'une ancienne usine qui a impacté les sols ou enfin de pratiques agricoles impactant le sol.

Le risque peut venir de la consommation du légume, mais ce qui est moins instinctif, c'est d'imaginer que le risque peut également venir de l'exposition directe de l'utilisateur au sol. Jardiner, travailler la terre implique qu'on est exposé au sol directement par l'ingestion de sol et de poussière.

Ce qui est intéressant, c'est que le légume ne va pas accumuler les polluants n'importe comment. Il y a de grandes tendances, le légume-fruit (tomate, courgette) accumule moins de polluants que le légume-feuille ou légume-racine. L'organe reproducteur de la plante est le fruit. Elle ne va donc lui envoyer que les éléments indispensables qui vont lui permettre d'être très attractif pour les oiseaux. Elle va plutôt stocker les éléments polluants dans ses feuilles. Les légumes racines sont plus proches de la terre, donc très exposés ».

- **Antoine Jacobsohn** : « Les sols des villes sont bouleversés. Qu'est-ce que nous pouvons faire avec tout ce qui est extrait ? Il y a ce qui est présent, mais aussi ce qu'on ajoute par-dessus ».
- **Christophe Maillet**, responsable de la valorisation des déblais du Grand Paris Express pour la Société du Grand Paris

« La Société du Grand Paris (SGP) est une structure publique qui a la charge de la mise en œuvre du Grand Paris Express. Dans le cadre de la construction des 200km de tunnel du Grand Paris Express (GPE), il y a de grandes quantités de matériaux à extraire.



*Enlarge
your
Paris*





On a évalué le gisement de terre qui doit être produit à 45 millions de mètres cubes. La question permanente est de savoir ce que l'on peut en faire, comment les gérer au mieux, les évacuer sans forcément créer des contraintes pour les riverains et les territoires. Il faut faire preuve d'inventivité pour réussir à faire en sorte que tous ces déblais puissent s'évacuer dans de bonnes conditions.

En 2012, un schéma directeur des déblais a été mis en place. Ce schéma a été retravaillé en 2017. Il prévoit 3 sujets principaux :

- La traçabilité : l'idée était de pouvoir suivre les déblais depuis leur extraction jusqu'à leur utilisation finale, en respecter la réglementation en vigueur. Dès lors que les terres sortent d'un chantier, elles sont considérées comme un déchet. Or les creusements des gares et des tunneliers se font en profondeur, donc on a affaire à des sols assez peu pollués. Mais ces terres sont bien considérées comme des déchets et il faut donc respecter la réglementation sur leur évacuation. 45 millions de tonnes, cela représente 15 à 20% des déblais de chantier d'Ile-de-France, c'est extrêmement important, pour ne pas générer de pression foncière notamment, de mettre en place cette traçabilité. 3 outils ont été développés :
 - Un premier qui est un logiciel fourni aux entreprises de Génie Civil, pour qu'elles puissent intégrer tous les volumes dans ce logiciel, les suivre et les retourner à la SGP.
 - Le deuxième outil est le chartage, développé avec tous les sites susceptibles d'accueillir des matériaux et dès que le site accepte les conditions de la SGP. Ensuite, les entreprises de génie civil peuvent apporter les matériaux du GPE.
 - Troisième outil lié à la traçabilité, on a mis en place un système d'analyse chimique pour que, tous les 200 m³ extraits sur les excavations de gare et tous les 500 m³ sur les excavations de tunnelier, on puisse avoir une qualité chimique et une analyse pour voir vers quel exutoire les envoyer ou si l'on peut les valoriser.

- La question des modes d'évacuation. Cela génère énormément de trafic, on a donc souhaité favoriser les modes d'évacuation alternatifs à la route. On a identifié deux sujets : l'évacuation par voie ferrée, mais qui ne fonctionne pas très bien compte tenu de la saturation des sillons ; en revanche la voie fluviale fonctionne plutôt bien dès que les projets sont situés près des voies d'eau. Ce point réduit énormément l'impact environnemental.





- La valorisation : il y a plusieurs types de valorisations. Il y a la valorisation matière, on va parler de filières éco-construction. On va essayer de faire en sorte que ces matériaux une fois retraités et triés puissent aller vers des filières briques de terre crue. Ensuite, on a une partie valorisation volume, c'est plutôt le côté modelage, il y a d'abord une nécessité d'apport de remblais pour des parcs paysagers, des comblements de carrière, c'est peut-être ce qui va demander le plus de travail car c'est là où l'on pourra valoriser le plus de matériaux. Ces deux pistes permettent d'éviter de créer de nouvelles installations de stockage définitif sur les terres agricoles qui sont de bonnes qualités.

C'est aussi important d'éviter de consommer des ressources naturelles. D'un point de vue environnemental, il y a un intérêt de travailler en proximité avec les collectivités, dans une forme d'économie circulaire où l'on essaie le plus possible de réduire les transports pour apporter les matériaux valorisés vers des sites aménagés qui se trouvent à proximité.

Les stratégies sont très dépendantes de plusieurs choses. Du type d'excavation par exemple, de la qualité chimique et géotechnique des terres qui sont excavées ; on ne peut pas faire des remblais pour les routes avec des matériaux trop meubles par exemple. 89% des volumes excavés ont été acheminés en Ile-de-France, il faut trouver un système qui vise à être dans une boucle d'économie circulaire ».

- **Antoine Jacobsohn**

« Valoriser ce qu'on excave est un véritable travail, c'est quelque chose de très fascinant. D'ailleurs le Potager du Roi fait partie de ces grands travaux du XVIIe qui est le résultat d'une décision de la construction de Versailles. Nous sommes sur un site excavé. La SGP a nécessairement besoin de partenaires. L'idée maintenant est de se demander comment une entreprise essaie de faire de la valorisation, de transformer un problème en opportunité ».

- **Laurent Mogno**, président-directeur général du groupe ECT

« La terre a un statut de déchet. Cela génère énormément de discussions, alors que la première image que l'on a d'un déchet c'est un sac poubelle. Sur les 250 millions de tonnes de déchets produits en France, les poubelles n'en font que 30 millions alors que la terre d'excavation en représente la moitié. Cette terre provient principalement des chantiers et est directement corrélée à un acte de construction, notamment des logements. Lors des travaux publics, où l'on creuse souvent horizontalement, la terre extraite est souvent utilisée en merlon, afin de protéger du bruit et de la vue, mais aussi pour éviter de les sortir des lieux de chantier puisque cela deviendrait un déchet.



*Enlarge
your
Paris*





Le monde des travaux publics est assez peu exportateur de terres. En revanche, lorsqu'on construit une maison, on a besoin de sortir la terre excavée de l'emprise.

L'Etat a appelé ces terres déchets, ce qui est un statut administratif, car en France, il existe la police de l'environnement ainsi que le code de l'environnement. En l'appelant déchet, on aura ainsi une traçabilité du début jusqu'à la fin, en connaissant les mètres cubes, où il a été pris, qui en est responsable.

ECT est une entreprise atypique. Nous sommes un « réemployeur de terre » : si vous excavez de la terre dans votre jardin, votre premier réflexe va être de la réemployer dans votre jardin. ECT fait la même chose à l'échelle de grand projet. Nous définissons de grands projets de réaménagement en concertation avec un environnement direct (collectivités, riverains, agriculteurs). Nous nous intéressons à la terre inerte, c'est-à-dire une terre qui n'est pas impactée, ou à des doses très faibles. Ces projets d'aménagement peuvent être des grands parcs, ainsi, les Buttes-Chaumont ont été fabriquées avec les terres d'excavation du métro, mais aussi des projets de reforestation, de réaménagement de terres agricoles, de parcs, de fermes urbaines, de terrains de sport, etc. Notre métier est d'identifier des sites, des espaces à renaturer, sur lesquels nous allons imaginer un projet d'aménagement.

Nous sommes un acteur de volume, car nous mettons en œuvre tous les ans entre 12 et 15 millions de tonnes de terre. Il y a un enjeu fondamental à comprendre cette logique et à inverser la façon de penser, notamment liée à l'utilisation du mot déchet. Nous considérons le BTP comme un outil, il faut programmer, imaginer, trouver les sujets réalisables avec de la terre. Nous utilisons les terres excavées comme une aubaine, sous réserve de leur qualité. C'est un usage historique de la terre.

Nous sommes très attachés à la notion de fertilité, à la qualité de la terre. Nous constituons des zones sur lesquelles des choses sont censées pousser, que le projet soit agricole ou ludique (terrain de football ou golf). Nous avons travaillé depuis longtemps à comprendre le fonctionnement de la vie organique ».

- **Antoine Jacobsohn**

« Nous avons dit qu'énormément de terre bouge, la question est donc, qu'est-ce qu'on fait avec ? »



*Enlarge
your
Paris*





- **Barbara Monbureau**, paysagiste Dplg, directrice Monbureau Paysage

« Je voulais témoigner de mon expérience vis-à-vis des sols. Quand je suis sortie d'école, la question qui s'imposait à moi par rapport à la terre était : quelle est la qualité de la terre végétale nécessaire pour faire pousser ?

J'ai ensuite rencontré l'association Les Amis du Transformateur, dont la mission auprès du département Loire Atlantique (44) est de transformer et renaturer un ancien site industriel avec différentes activités : aménagement paysager, petite agriculture ; le tout sous l'idée : « rien ne rentre, rien ne sort, tout se transforme ». La question de la qualité de la terre végétale utilisée ne se pose donc pas du tout, puisqu'on fait avec ce qu'on a. Il y a deux manières d'agir donc.

Lorsque j'ai eu affaire à ma première maîtrise d'œuvre et que j'ai vu le chapitre « terre végétale », tout était écrit avec une telle précision, je me suis demandé comment je pourrais trouver une terre d'une telle qualité, avec une telle précision. Cela semblait très compliqué, assez peu satisfaisant. Souvent sur des chantiers, des pans de terres étaient laissés sur le côté en attendant d'être déplacés, en important d'autres terres d'une meilleure qualité.

Avec les Amis du Transformateur, j'ai fait un grand saut, puisque l'enjeu était de faire pousser des choses dans des terres absolument pas végétales, simplement avec ce que j'avais.

Ensuite, un projet s'est mis en place avec Olivier Jacquemat, paysagiste, sur la meilleure façon de planter des arbres en ville, de manière sobre, simple et efficace. L'objectif était de prendre 1000 m² pour les transformer en un bois simple avec un minimum d'apports et zéro exportation. Le département a apporté son soutien au projet qui a financé la présence d'une pelle de 22 tonnes durant 5 jours ; nous avons aussi profité d'une remorque de compost, du foin et d'une quarantaine de bénévoles. Ce projet, appelé le Bosquito, créé en 2015, se porte très bien.

J'en ai tiré quatre enseignements principaux concernant la terre, en particulier pour un aménagement forestier, paysager, moins pour un aménagement agricole :

- Il n'y a pas besoin d'aller voler la terre de la campagne pour les villes, on peut très bien s'occuper d'améliorer le sol que l'on a sur place ;
- N'importe quel sol, même un sol qui semble impropre, peut devenir utilisable : il suffit de l'aérer. L'usage d'une pelle de 22 tonnes a permis de brasser le sol, l'aérer. De même, il est nécessaire de protéger le sol, le couvrir. Tous les matériaux sortis du sol ont permis de construire un mur afin d'éviter de le piétiner ;



*Enlarge
your Paris*





- On a la capacité d'accélérer les choses grâce à du compost ;
- Il faut respecter un timing, toujours travailler le sol quand il est sec, et planter en hiver. Entre les deux, il y a un temps qui passe, un temps bénéfique de préparation ».

- **François Roumet, ENSPv**

« Ce qui me paraît important lorsque l'on veut reconstituer un sol, c'est la notion de temps. Les choses ne se font pas immédiatement et c'est là où les paysagistes et les paysans se différencient. Les paysans connaissent mieux cette patience.

Le piège aujourd'hui, avec nos techniques, nos impératifs, nos échéances, c'est de perdre de vue le temps nécessaire pour qu'un sol se réinstalle, se développe, redevienne fertile. C'est important de faire comprendre à la maîtrise d'ouvrage, aux jeunes paysagistes, qu'il y a des étapes, qu'il ne faut pas planter tout de suite. Il faut aussi faire comprendre aux clients qu'un temps est nécessaire ».

- **Jean Christophe Nani, paysagiste Dplg, directeur Agence TN+**

« Le paysage est un mouvement d'équilibre entre des dynamiques humaines et naturelles. Il y a un moment d'équilibre au sens de la dynamique des forces, il y a une dynamique à respecter, à chercher dans le projet. Il faut comprendre ce qui est vivant, ce qui nous entoure, comment notre modèle de développement peut concilier les autres espèces animales, les milieux.

Nous, paysagistes, sommes en proie à la question du sol en permanence. Les sujets qui nous concernent peuvent être la désimperméabilisation des sols, la lutte contre le dérèglement climatique, l'adaptation au dérèglement climatique, des questions aussi nourricières. Le sol est au centre de toutes ces questions.

Sur les quartiers des Groues à Nanterre existe la micro-pépinière des Groues. C'est une expérience intéressante de réemploi des terres d'excavation. En 2016, nous avons récupéré un terrain d'un hectare, sur un terrain de friche industrielle. Le terrain est très proche des zones de bureau de La Défense, mais c'est aussi un terrain d'une zone très stérile, entourée d'anciennes industries, avec très peu d'arbres. C'est une occupation temporaire, en préparation d'un projet plus grand sur cette zone. L'objectif est de faire une micro-pépinière urbaine.





Les Rencontres
AGRICOLES
du Grand Paris

Le projet est très ambitieux. Il y a derrière une idée de production, avec un modèle économique qui doit s'imposer. Horticulteur est un métier. L'idée est de mettre en place des contrats de culture avec les clients potentiels (les aménageurs, les villes, les bailleurs ou les promoteurs) : plutôt que d'acheter un arbre 1 000€ dans 10 ans, vous l'achetez 1 000€ en dix fois, avec 100€ chaque année. Vous achetez de jeunes plans et nous nous occupons de les faire prospérer, pour que vous puissiez les récupérer au gré des opérations.

Cela permet d'avoir une action importante sur la présence de nature sur des endroits très stériles, il y a un procédé participatif, pédagogique sur les arbres et sur les sols. Le projet est encore à retravailler les sols, car le terrain est très pollué, impropre à la culture, et plutôt inerte. Le travail aujourd'hui est donc d'arriver à fertiliser la terre grâce à l'apport de bactéries ».

